

HYPOSWISS
PRIVATE BANK

EXTRAIT

RAPPORT ANNUEL 2017

HYPOSWISS
P R I V A T E B A N K

Expect the expected

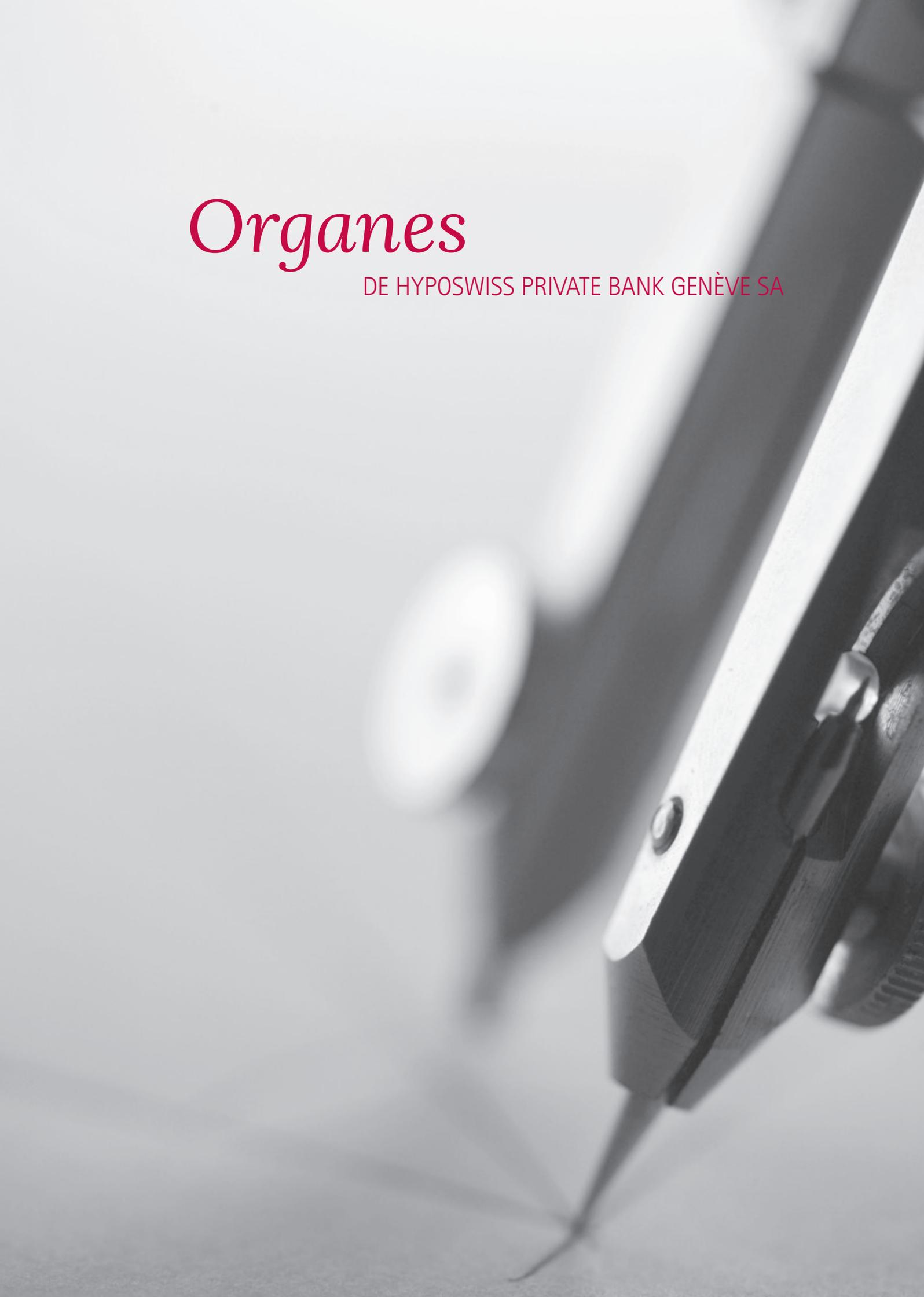
Sommaire



Organes de Hyposwiss Private Bank Genève SA	4
Lettre aux actionnaires	6
Rapport d'activité.....	16
Perspectives économiques et financières.....	20
Bilan consolidé	36
– Bilan consolidé	37
– Compte de résultat consolidé de l'exercice 2017	39
– Tableau de flux de trésorerie	41
– État des capitaux propres	42
– Annexes relatives aux comptes annuels consolidés	43
Rapport de l'organe de révision.....	68
Comptes annuels	70
– Bilan statutaire	71
– Compte de résultat	72
– Répartition du bénéfice	74
– État des capitaux propres	74
– Annexe relative aux comptes annuels	75
Rapport de l'organe de révision.....	90
Curriculum Vitae	92
– Membres du Conseil d'Administration	93
– Membres de la Direction générale	95
Adresses des sociétés du Groupe.....	98

Organes

DE HYPOSWISS PRIVATE BANK GENÈVE SA



CONSEIL D'ADMINISTRATION

Solly S. Lawi

Président

Alain Bruno Lévy*

Administrateur, Secrétaire
Etude Junod, Muhlstein, Lévy & Puder, Genève

Boaz Barack*²

Administrateur

Eric Bernheim*²

Administrateur

Michel Broch*

Administrateur

Declan Mc Adams¹

Administrateur

Philippe Perles*²

Administrateur

Nabil Jean Sab

Administrateur

* Indépendant selon la Circ. FINMA 2017/1

¹ Jusqu'en février 2018

² Dès février 2018

DIRECTION GÉNÉRALE

Niels Bom Olesen

Directeur général

Albert Lawi

Directeur général adjoint

Robert Dwek

Directeur Investissements - CIO

Sébastien Joliat

Directeur Finances - CFO

Roni Hougui

Directeur Opérations IT - COO

RÉVISION INTERNE

BDO SA, Genève

ORGANE DE RÉVISION

PricewaterhouseCoopers SA, Genève

Le Conseil d'Administration a eu le profond regret d'apprendre la soudaine disparition de Monsieur Jean-Luc De Buman, Vice-Président du Conseil d'Administration, survenue le 6 octobre 2017. Ce fut un privilège d'avoir eu l'honneur d'accueillir Jean-Luc au sein de notre Conseil d'administration pendant neuf ans, une période durant laquelle nous avons infiniment apprécié ses qualités professionnelles et personnelles.

Homme lumineux, de courage et de convictions, un maître à pensées, ce fut un sage qui avait notre respect dans sa capacité de jugement pondéré. Son expérience et ses réalisations au niveau local et international, dans le domaine industriel et bancaire, sa vision éclairée, son enthousiasme et son énergie ont fait de lui un pilier de notre Institution.

Outre son professionnalisme, nous avons su apprécier la noble politesse de Jean-Luc, son calme, notamment dans des périodes difficiles, une sérénité toujours accompagnée d'un grand sens de l'humour qui le caractérisait. C'est un collègue qui nous manquera et dont nous nous souviendrons avec une profonde affection.

A close-up, black and white photograph of an hourglass. The top bulb is filled with a fine, granular substance, likely sand or sugar, which is slightly out of focus. The narrow neck of the hourglass is the central focus, showing the texture of the material as it passes through. The bottom bulb is also filled with the same substance and is also slightly out of focus. The lighting is soft, creating gentle shadows and highlights on the glass and the granules.

Lettre

AUX ACTIONNAIRES

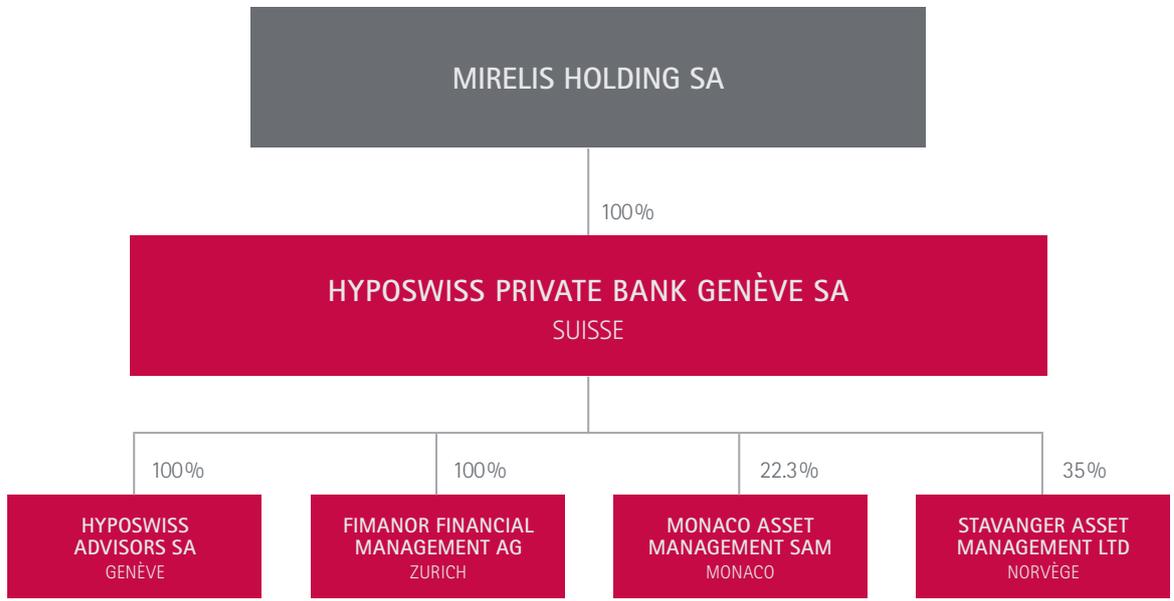
Chers Actionnaires,

Face à une conjoncture économique et financière à nouveau vigoureuse, nous restons résolument enclins à un optimisme prudent qui contribue à l'expansion significative de Hyposwiss Private Bank Genève SA (Hyposwiss). Durant l'année 2017, dans le cadre de notre développement, nous avons acquis la société de gestion de fortune Fimanor Financial Management AG, Zürich (Fimanor) et les actifs clients du négociant en valeurs mobilières Compagnie Privée de Conseils et d'Investissements SA (CPCI).

Ces nouvelles acquisitions permettent à notre banque d'accueillir une clientèle complémentaire de qualité et d'intégrer au sein de son équipe des collaborateurs hautement qualifiés qui partagent les mêmes valeurs en termes d'entrepreneuriat et d'engagement personnel.

La consolidation de nos ressources et de nos fonds propres renforce l'identité et la compétitivité de notre institution. Cette dynamique permet de relever les défis des transformations du système financier international, provoqués par le rythme exponentiel de la Révolution numérique.

Structure du Groupe



I - Survol de l'Economie

II - Politique d'investissement

III - Place financière suisse

IV - Réalisations Hyposwiss

I - SURVOL DE L'ECONOMIE

Accélération des économies en 2017

La reprise cyclique de l'économie mondiale commencée en 2016 continue de s'affermir, en passant de 3.2% à 3.6% en 2017 pour atteindre 3.9% en 2018 et 2019. Le tableau actuel est une réelle accélération de la croissance aux Etats-Unis, en Europe, au Japon, en Chine et en Russie.

- Au niveau international, ces évolutions positives donnent de bonnes raisons de se montrer plus confiant. Il s'agit d'une reprise dotée d'une assise plus large que toute autre reprise de ces dix dernières années : environ **75% de l'économie mondiale** profite de cette accélération.
- L'économie mondiale connaît en effet une progression robuste sur un large front, portée par des flux commerciaux record qui dynamisent les exportations des grandes puissances de l'OCDE, y compris la zone euro et le Japon, mais aussi les économies émergentes. Peuplés de 6 milliards d'habitants, les pays émergents et pays en développement jouent un rôle moteur. Ceux-ci représentant 85% de la population mondiale actuelle de 7.63 milliards, ils constitueront 2/3 du PIB mondial au cours des six prochaines années, avec une croissance qui devrait atteindre 5% en 2018. C'est aussi à ces pays qu'il faut attribuer en grande partie le net recul de la pauvreté à l'échelle planétaire.
- Nous nous attendons à ce que la **croissance du PIB mondial** demeure saine sous réserve, cependant, que l'ensemble des gouvernements soient en mesure de gérer les risques que représentent les niveaux record des dettes souveraines, le protectionnisme commercial et les tensions géopolitiques.

Envol des indices boursiers de +50% en 18 mois

Cet élan, qui devrait se poursuivre en 2018, s'est reflété sur les marchés boursiers internationaux.

Le rebond du commerce international, les conditions financières positives, les diverses opportunités d'investissements et les bons résultats d'entreprises se sont multipliés durant l'année écoulée, renforçant ainsi l'ensemble de l'activité mondiale. La croissance moyenne attendue des profits des sociétés cotées est très homogène dans le monde. Témoin de cette accélération, les **indices boursiers** rebondissaient **de plus de 50% en 18 mois jusqu'à fin 2017**, avec une hausse de l'ordre de 300% depuis leur niveau le plus bas en mars 2009.

- Les **conditions financières** restent favorables dans le monde entier avec des marchés boursiers attractifs qui peuvent être sujets à quelques turbulences à terme (avec corrections trimestrielles suivies de consolidations), au moment même où la Réserve fédérale américaine (Fed) continue de normaliser sa politique monétaire et que la Banque centrale européenne (BCE) envisage d'entamer son propre processus de normalisation. Toutefois, la persistance d'une inflation faible limitera l'ampleur du resserrement des politiques monétaires par les banques centrales, car les gouvernements, particulièrement au sein de l'OCDE, pourraient être tentés de prolonger la stimulation budgétaire pour soutenir la croissance.
- Simultanément, les paysages économiques se transforment au travers de l'impact considérable des **progrès technologiques rapides**, tels que **la numérisation, la robotique et l'intelligence artificielle**. Les bouleversements sociaux dus à la mondialisation et aux progrès technologiques constituent un point majeur qui va continuer à s'intensifier. Selon le Rapport 2017 de l'Union internationale des télécommunications (UIT), plus de 40% de la population mondiale est connectée à Internet avec des milliers de nouveaux usagers intégrant le web chaque jour. Cet accès aux nouvelles technologies numériques favorise l'inclusion, l'efficacité et l'innovation.

- A ce sujet, réunis en mars 2018, les pays du G-20 recommandent de renforcer la coopération dans le monde, en mettant en place des réglementations internationales pour les **crypto-actifs** (nouvelles classes d'actifs virtuels), y compris les *initial coin offerings* (ICO). L'objectif devrait être d'exploiter le potentiel des technologies sous-jacentes, tout en assurant la stabilité financière et en réduisant les risques liés au blanchiment des capitaux et au financement du terrorisme.
- Dans notre domaine, le secteur bancaire connaît actuellement un changement structurel fondamental et est confronté à de nombreux défis. Il s'agit notamment des incertitudes géopolitiques, des taux d'intérêt historiquement bas en voie de normalisation, de la mise en œuvre de nouvelles exigences réglementaires et de **la rupture plus marquée de la chaîne de création de valeur suite au développement du numérique**.

Risques et défis majeurs

Les facteurs à l'origine de cette dynamique de la croissance mondiale sont tirés par la vigueur de l'investissement et du commerce pendant que les flux de capitaux sans restrictions et le crédit continuent à circuler facilement à l'intérieur des pays et entre eux. La priorité d'aujourd'hui est de protéger cet essor contre les risques de ralentissement dus aux craintes grandissantes à l'égard des tensions commerciales et de la situation géopolitique plus incertaine.

- L'histoire économique montre clairement que les guerres commerciales pèsent sur la croissance mondiale, mais sont aussi ingagnables au sein d'une ère numérique. La solution pour corriger les déséquilibres économiques mondiaux consiste à ne pas créer de nouveaux obstacles au libre-échange par l'implémentation de tarifs douaniers agressifs. Le protectionnisme reste la plus importante menace pour le cycle économique mondial. Néanmoins, il convient de noter que le libre-échange continue de progresser au moment même où son existence est menacée. Pour exemple, le 21 mars 2018, 44 pays africains ont signé un accord de libre-échange, nommé AfCFTA (Zone de libre-échange

continentale africaine); il englobe une population de 1.2 milliards de personnes. Par ailleurs, d'autres accords régionaux, l'un en Amérique latine et l'autre qui englobe les pays de l'Asie du Sud-Est, montrent qu'aujourd'hui les forces en faveur du libre-échange sont encore dominantes.

Endettement public et privé

Pour se prémunir contre les risques, il faut également remédier à l'accumulation de dettes dans les secteurs public et privé : dans les pays développés du G-20, les niveaux d'endettement public ont atteint 114% en moyenne. A l'échelle mondiale, l'endettement des Etats, des entreprises et des ménages se situe à un plus haut niveau historique.

- Les chiffres parlent d'eux-mêmes : après une décennie de conditions financières accommodantes, **la dette mondiale**, publique et privée, atteint **237'000 milliards de dollars, soit 317.8% du PIB mondial**, ce qui constitue un record absolu. Par rapport à 2007, la dette a augmenté de 40%, et la Chine est à elle seule responsable d'un peu plus de 40% de cette hausse. Cette accumulation est due en grande partie au secteur privé, qui représente deux tiers de la dette totale. Les problèmes fondamentaux de l'endettement ont pu être endigués suite à la crise, mais non résolus. Il en résulte une vulnérabilité financière.
- Pour stimuler durablement la productivité et la croissance potentielle, les pays peuvent **redynamiser les réformes** notamment **sur les marchés du travail**. Il est plus important que jamais de réduire le déficit de main-d'œuvre qualifiée puisque la révolution numérique transforme les lieux de travail et industries. Soixante pourcent des emplois actuels comprennent des tâches qui seront bientôt automatisées. En conséquence, selon les estimations de McKinsey, 375 millions de travailleurs, soit 14% de la population active mondiale, risquent potentiellement de perdre leur emploi d'ici à 2030.

- Néanmoins, une nouvelle étude du Fonds monétaire international (FMI) montre également que les progrès issus de **l'innovation technologique** peuvent être largement partagés en aménageant les impôts et les prestations sociales et en augmentant les dépenses publiques consacrées à **l'éducation et à la formation**. D'autre part, pour stimuler la productivité et la croissance potentielle sur les marchés du travail, les pays du G20 se sont engagés à réduire l'écart de taux d'activité entre les hommes et les femmes de 25% d'ici à 2025, ce qui pourrait créer 100 millions de nouveaux emplois.

Les potentiels de croissance et de productivité de tous les pays réunis - stimulés par l'essor fulgurant et continu des nouvelles technologies - sont les fondements positifs de notre stratégie globale d'investissement.

II - POLITIQUE D'INVESTISSEMENT

Dix ans se sont écoulés depuis l'éclatement de la crise financière. Celle-ci a ébranlé dans leurs fondements les marchés financiers internationaux et généré dans le monde entier des activités d'une dimension sans précédent de la part des régulateurs et des banques centrales. Ces dernières ont véritablement inondé les marchés de liquidités, provoquant une envolée des prix des actifs dans le domaine des placements et de l'immobilier.

- La nouvelle réalité économique entre les pays est celle d'un monde hyperconnecté qui porte en lui d'immenses potentiels. La révolution des communications est un puissant moteur de progrès qui produit une multitude d'interconnexions. Les pays émergents ainsi que les pays avancés dépendent les uns des autres et le monde dépend de leur collaboration. La mise en œuvre de l'ensemble des mesures de renforcement de la reprise mondiale représente pour notre activité de gestion de fortune un stimulant primordial d'investissement et d'opportunités, comprenant une nouvelle classe d'actifs digitalisée.
- Notre optimisme prudent trouve sa source dans la capacité du système international d'absorber les chocs des événements naturels, géopolitiques et financiers à travers le monde. Les crises cumulées ont endurci les entreprises internationales et accru leur productivité. En effet, les sociétés diversifiées cotées en bourse ont été capables de réagir avec dynamisme aux multiples changements. C'est la détention des **valeurs réelles en actions et obligations de ces sociétés cotées qui nous permet de bénéficier des diverses opportunités pour nos portefeuilles gérés**, issus de l'épargne-clients déposée auprès de la Banque.
- Notre équipe Recherche Et Investissement (R&I) est en charge de gérer les analyses financières des divers produits d'investissements et de définir une politique de gestion d'allocation d'actifs au sein des portefeuilles. Le R&I dispose d'un processus de placement qui comprend des outils techniques permettant d'identifier des sociétés dans tous les segments du marché : qu'il s'agisse de valeurs cycliques (ou défensives) du marché intérieur, tournées vers l'export, pouvant être de petites, de moyennes ou de grandes capitalisations. Des opportunités d'investissements existent dans tous les secteurs, à tout moment, indépendamment de la toile de fond économique.
- La diversification des investissements par secteur, région et classe d'actif permet d'améliorer le couple rendement/risque. Pour nos portefeuilles gérés, nous appliquons une procédure dite de « Métrique de risque ». Il s'agit de mesures quantitatives et qualitatives qui permettent d'analyser et d'évaluer le niveau de risque pour chaque investissement ainsi que pour la globalité du portefeuille. Cette méthodologie est appliquée dans le cadre de nos allocations en actions, obligations et placements alternatifs.
- Les fonds de placement - traditionnels et alternatifs - restent une composante majeure dans la construction de nos portefeuilles, de par leur contribution à une répartition des risques et de leur capacité à dégager de la performance dans différents cycles de marchés.

Dans ce contexte, Hyposwiss a renforcé au sein de ses équipes R&I l'activité de distributeur de placements (internes et externes) et de produits structurés ainsi que celle de Gestion centralisée.

Fonds existants et nouveaux fonds

Suite à une gestion dynamique, la taille de nos fonds internes existants a triplé en 2017 au travers des fonds suivants: *Protea Orchard Europe Equity*, *Protea Fixed Income Key Solution*, *Protea Crawford Lake US Equity*, *Leo First European Growth* et *Montlake Avenir US Equity*.

- Sous la responsabilité du Département R&I, les actifs sous gestion de *l'Asset Management*, de la gestion par mandat discrétionnaire centralisée et celle par mandat en fonds de placement externes, ont doublé. La rentabilité de la banque en 2017 a ainsi été renforcée par les éléments clés suivants: *actifs gérés acquis; réduction des liquidités clients par l'augmentation des investissements; augmentation des mandats «discrétionnaires» centralisés; élargissement des fonds d'investissement internes et externes gérés.*
- En 2017, Hyposwiss a réalisé avec succès une performance cumulée solide pour les portefeuilles de ses investisseurs locaux et internationaux. La Banque a contribué à la stabilité et à la hausse des actifs clients gérés, en recommandant une forte surpondération des actions. Les portefeuilles modèles diversifiés en euro et en dollar de la Gestion centralisée ont réalisé une nette surperformance par rapport à leurs indices de référence.

III - PLACE FINANCIÈRE SUISSE

En 2017, la Banque nationale suisse (BNS) a mené sa politique monétaire dans le contexte d'un regain de vigueur enregistré par l'économie mondiale, qui a également eu un effet positif sur la croissance économique en Suisse. La BNS n'a pas procédé à un changement de cap dans sa politique monétaire de **lutte contre l'appréciation du franc suisse** (taux d'intérêt négatif -0.75%), mais a au contraire continué d'augmenter la masse monétaire. Compte tenu

de la normalisation des politiques monétaires des banques centrales, la BNS sera amenée à moyen terme à faire de même.

- La situation économique helvétique s'est continuellement améliorée durant l'année. La reprise a été portée non seulement par le redressement de la conjoncture internationale, mais aussi par l'affaiblissement du franc, qui a soutenu la compétitivité-prix des branches exportatrices. Le taux d'utilisation des capacités de production a augmenté, et le marché du travail a connu une embellie.

Réglementations

Les conditions cadres des banques en Suisse ont considérablement changé suite à la crise financière. A côté des défis économiques, elles ont été confrontées à de nombreuses questions politiques et ont dû **faire face à de nouvelles contraintes réglementaires**. La stratégie de l'argent propre, l'échange automatique de renseignements (EAR), le différend fiscal avec les Etats-Unis, la restitution des rétrocessions ainsi que les dispositions sur la **protection des investisseurs** (Loi sur les services financiers - LSFIn) ne sont que quelques-unes des réformes auxquelles les banques ont dû graduellement s'adapter ces dernières années.

- La suppression de ces grandes incertitudes, notamment dans le **domaine de la gestion de fortune transfrontalière et de la transparence fiscale, renforce la confiance du système bancaire suisse**. Les règles qui sont à présent connues assurent **clarté et sécurité juridique** dans de nombreux domaines et permettent aux banques privées d'adapter leurs modèles d'affaires.
- La gestion de fortune constitue toujours une activité offrant de bonnes perspectives d'avenir. Le volume des actifs mondiaux continue de croître de façon significative. La gestion de fortune reste ainsi une prestation très demandée. Du fait de la stabilité politique et économique de la Suisse, du bon fonctionnement de son système juridique ainsi que de l'excellente réputation de sa place financière, les banques suisses peuvent profiter de cette évolution.

Digitalisation des processus

La numérisation du secteur financier représente un moyen d'étendre les canaux de distribution et constitue un élément clé de l'interface client. Les banques doivent conserver la maîtrise de l'interface client dans un système de plus en plus mobile et individuel pour pouvoir intégrer et fidéliser les clients des nouvelles générations.

- Le *World Wealth Report* publié par Capgemini et RBC démontre que les jeunes clients de demain, génération surconnectée, sont demandeurs d'un accès en temps réel à leurs informations bancaires et transactions financières instantanées pour leur usage courant. Cependant, le contact humain et le rendez-vous physique personnalisé restent plus que jamais une étape incontournable pour la gestion d'un patrimoine important.
- Il s'agira comme critère décisif pour la gestion d'associer de nouvelles formes d'investissements à sa palette de placements comprenant la possibilité de détenir des crypto-monnaies et autres *tokens*.
- En conclusion, paradoxalement, alors que de nombreuses Fintech se battent dans l'espace digital, la dimension humaine et la relation avec le conseiller resteront malgré tout primordiales dans la gestion de fortune.

Intensification de la révolution technologique

Nous sommes en train d'assister à l'émergence d'un nouveau monde : il s'agit de la transformation en profondeur de la société par la digitalisation des activités humaines. Et le monde de la finance n'est pas exempt de cette (r)évolution. En effet, nous voyons apparaître de plus en plus une nouvelle classe d'actifs, marquant une évolution profonde du fonctionnement de la finance moderne.

- Les actifs digitaux, dont la technologie repose sur la cryptographie, ne cessent d'augmenter. Ces actifs cryptographiques, en forme de monnaies virtuelles, assument une fonction d'échange monétaire et une valeur d'investissement.

- Notre conviction est très forte quant à l'importance de l'écosystème Fintech et Wealthtech bancaire pour la place financière Suisse. Le monde Fintech de demain est une opportunité gigantesque pour faire face aux géants GAFa (Google, Apple, Facebook et Amazon). La capacité d'innovation par transition numérique nous force à nous adapter pour mieux maîtriser notre savoir-faire financier en matière de gestion de fortune.

- *Les cryptomonnaies, protocoles blockchain et ICO pourraient peut-être ainsi à l'avenir répondre aux mêmes besoins que la finance traditionnelle de certaines entreprises, mais de manière totalement différente.*

- *Cryptomonnaies (monnaie virtuelle utilisable sur un réseau informatique décentralisé, de pair à pair) ;*
- *Protocoles blockchain (chaîne de blocs - technologie de stockage et de transmission d'informations sans organe de contrôle) ;*
- *ICO (initial coin offering – processus de levées de fonds via l'émission d'actifs numériques échangeables contre des cryptomonnaies, fonctionnement similaire à une entrée en bourse).*

- L'intelligence artificielle (IA) et l'apprentissage automatique (AA) forment un nouveau modèle dans le secteur de la gestion d'actifs virtuels. Le concept IA date de 50 ans et vise à imiter l'intelligence humaine en utilisant des machines capables d'effectuer des tâches par elles-mêmes. L'IA utilise la disponibilité des big data, des calculs haute performance et des algorithmes avancés. Il est important de noter que 90% de l'ensemble des données qui existent aujourd'hui ont été créées au cours des deux dernières années.
- En outre, l'AA, en tant qu'application directe de l'IA, a pour objectif d'identifier des structures reproductibles et des relations entre les données sans que des instructions explicites soient fournies.

- De nombreux fonds ont déjà recours aux systèmes d'AA, que ce soit dans le cadre de l'analyse pour générer des idées d'investissement ou de systèmes d'alerte pour les actifs risqués. Les analyses quantitatives utilisent l'AA pour identifier des relations non linéaires entre des données en utilisant des sources alternatives (médias, sociaux, cartographie satellite ou recherches sur Internet) plutôt que des sources de données traditionnelles (p.ex. prix, volume et fondamentaux).

IV - RÉALISATIONS DU GROUPE HYPOSWISS

Actifs clients :	CHF 4.6 mias
Bilan :	CHF 721 mios
Fonds propres :	CHF 47.2 mios
Bénéfice :	CHF 3.7 mios

Acquisitions

Dans le cadre de son **expansion**, Hyposwiss a acquis le patrimoine des sociétés de gestion de fortune suivantes :

- en juin 2017 la totalité des actions de **Fimanor Financial Management AG** (Fimanor), société suisse établie à Zürich en 1984 ;
- en novembre 2017 les actifs de la clientèle privée et institutionnelle de la **Compagnie Privée de Conseils et d'Investissements SA** (CPCI), société suisse basée à Genève depuis 2010, dont l'activité était régie par la Loi sur les Bourses et le Commerce des Valeurs Mobilières (LBVM).

Les deux transactions effectuées cette année permettent à Hyposwiss d'accueillir une clientèle de qualité et d'accroître ses actifs sous gestion.

Plateforme digitale

En novembre 2017, Hyposwiss a fait son entrée dans la FinTech sous la forme d'un investissement en obligation convertible émise par **Numbrs Personal Finance AG (anciennement Centralway AG)**, société fondée en 2015 à Zürich qui détient une plateforme digitale de services bancaires. Notre investissement dans cette société s'inscrit

dans une démarche de coopération et de développement réglementaire visant à offrir sous une forme numérique nos produits et services financiers à une clientèle élargie ciblée.

Total des actifs gérés

Durant l'exercice, Hyposwiss a réussi à compenser les sorties de valeurs patrimoniales liées à la fiscalité, avec de nouveaux fonds de la clientèle, sur une base de croissance organique et par acquisition. En 2017, le montant des **avoirs clients** auprès de Hyposwiss, avec mandat de gestion, de conseil et administré, a ainsi atteint **CHF 4.6 milliards**, par rapport à CHF 4 milliards en 2016. Cette augmentation des avoirs administrés fait suite à l'achat des actifs clients de Fimanor et CPCI et tient compte des marchés boursiers favorables ainsi qu'à la performance solide des portefeuilles.

États financiers

Le total du bilan au 31.12.2017 est demeuré constant et s'élève à CHF 721 millions au 31.12.2017, comparé à CHF 738 millions l'année précédente. La structure de notre bilan est conservatrice, avec un financement extérieur provenant entièrement des dépôts de la clientèle. Les prêts accordés aux clients sont essentiellement sous forme de prêts Lombard et entièrement financés par les dépôts de la clientèle.

Les fonds propres consolidés atteignent CHF 47.2 mios (CHF 44.9 mios en 2016). Le degré de couverture des fonds propres s'élève à 297.3% ; soit un ratio de solvabilité de 23.8%, supérieur au ratio réglementaire de 10.5%.

L'activité de base de Hyposwiss a pu évoluer de manière positive en générant de solides résultats opérationnels.

L'augmentation de nos revenus et notre strict contrôle des coûts nous ont permis d'améliorer le résultat opérationnel 2017 à CHF 4.8 mios, en forte augmentation comparé à CHF 2.1 mios en 2016.

Le **résultat consolidé** présente un **bénéfice** net de **CHF 3.7 mios** qui inclut les revenus des sociétés du Groupe au 31 décembre 2017. Cet accroissement de la rentabilité de la Banque tient compte de la marge d'intérêt supérieure en matière de crédit et d'une activité de courtage soutenue. Les participations détenues par Hyposwiss dans les sociétés de gestion de fortune contribuent à la progression de la rentabilité de la Banque : Monaco Asset Management SAM (AUM: CHF 2.6 mias); Hyposwiss Advisors SA (AUM: CHF 190 mios); Fimanor AG (AUM: CHF 77 mios) et Stavanger Asset Management Ltd (AUM: CHF 59 mios).

Au niveau des **ressources humaines**, l'harmonisation des conditions de travail de nos 92 collaborateurs de la Banque, tous réunis dans le même immeuble en mars 2018, se poursuit avec succès. Les plans de prévoyance du personnel auprès de la Caisse de prévoyance «Fondation Patrimonia» ont obtenu une performance de gestion annuelle de 6.80% au 31 décembre 2017, contre 3.53% en 2016.

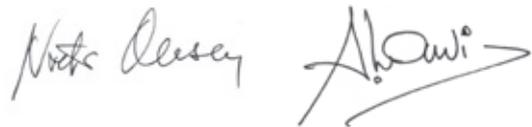
CONCLUSION - HORIZON 2020

- Fondée en 1889, Hyposwiss s'est forgée une identité solide en tant que banque privée entièrement consacrée à l'activité de gestion de fortune, bénéficiant d'une équipe professionnelle qualifiée, multiculturelle, compétitive et loyale.
- La synergie - obtenue par l'intégration des ressources humaines et actifs clients issus de nos acquisitions - constitue une étape importante qui renforce la compétitivité de notre institution dans un environnement en profonde mutation.
- Notre Banque, dotée d'un Conseil d'Administration élargi, applique de stricts principes de gouvernance pour cadrer une gestion de risque dynamique, globale et innovante. Dirigée par un leadership proactif, Hyposwiss continue à se transformer progressivement en utilisant le plein potentiel de la digitalisation au sein de sa structure.

- Nous poursuivons notre stratégie de croissance organique et par acquisition. Nous anticipons que nos activités continueront à dégager des résultats positifs, conformes à nos budgets, permettant la distribution d'un dividende aux actionnaires.
- Les Administrateurs, la Direction générale ainsi que les équipes Hyposwiss sont soutenues par des partenaires actifs ce qui est une composante majeure pour notre Banque. Aussi nous leur exprimons notre gratitude pour la constance de leur engagement. C'est en réunissant nos forces que nous continuerons à bâtir une institution qui se distinguera par sa performance et par la passion du métier de ses dirigeants.
- A tous nos fidèles clients, nos remerciements renouvelés pour la confiance qu'ils nous témoignent. Nous sommes déterminés à continuer de les servir dans un cadre de convivialité qui caractérise notre Groupe.

Niels BOM OLESEN
Directeur général

Solly S. LAWI
Président du
Conseil d'Administration



Rapport

D'ACTIVITÉ



RAPPORT D'ACTIVITÉ DE HYPOSWISS

CHIFFRES CLÉS CONSOLIDÉS EN 2017

Actifs clients : CHF 4.6 mias

Fonds propres : CHF 47.2 mios

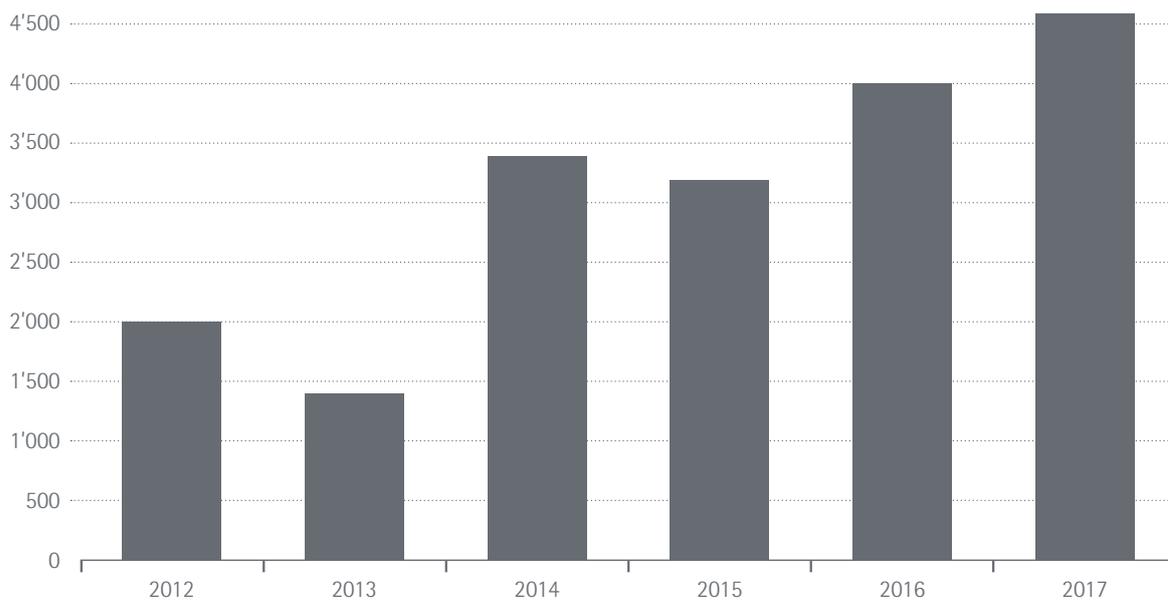
Bénéfice : CHF 3.7 mios

ÉVOLUTION DES ACTIFS CLIENTS

En milliards CHF	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Groupe Hyposwiss	2.0	1.4	3.4	3.2	4.0	4.6
Monaco Asset Management SAM	2.1	2.3	2.5	2.5	2.5	2.6

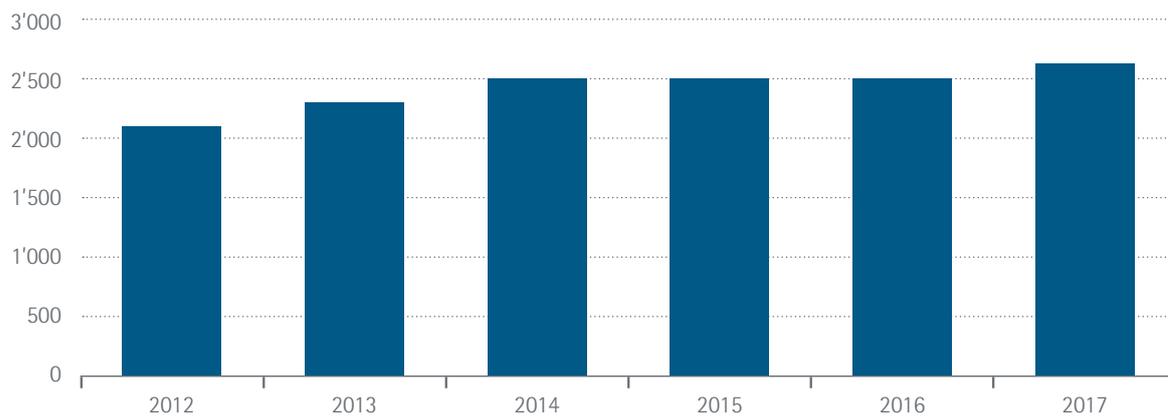
Groupe Hyposwiss

En mios CHF



Monaco Asset Management SAM

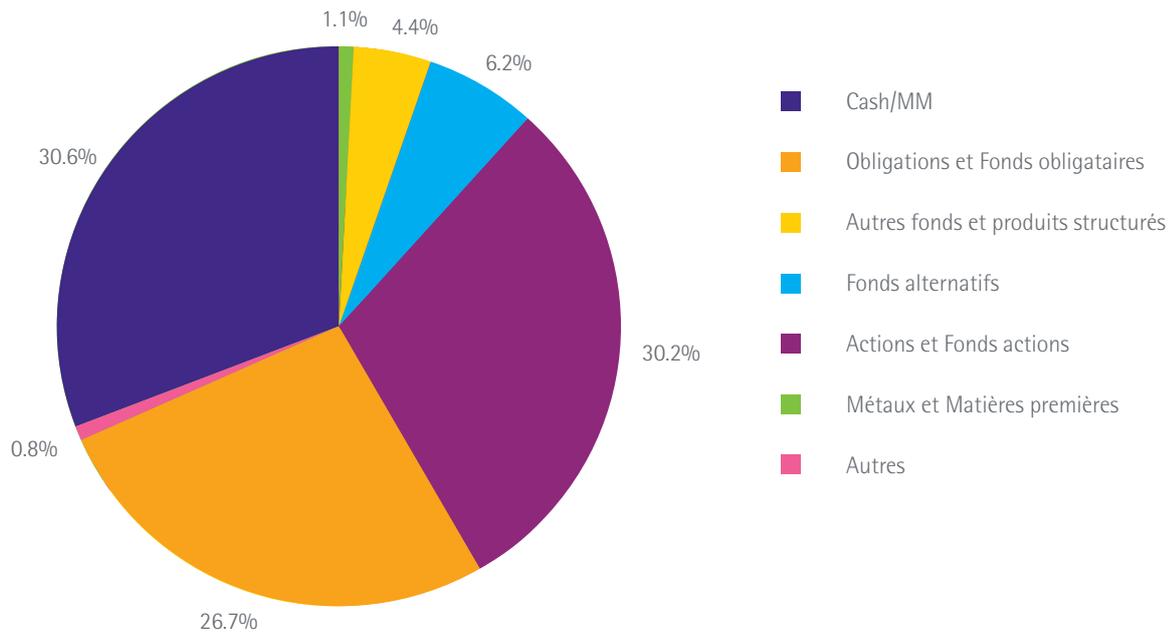
En mios CHF



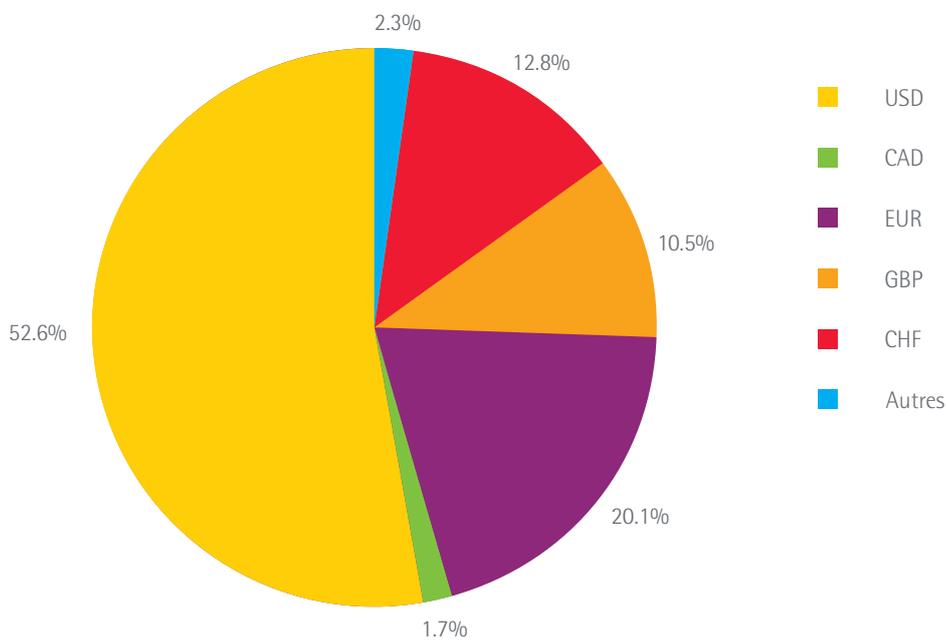
GRUPE HYPOSWISS

TOTAL DES ACTIFS CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2017 : CHF 4.6 MILLIARDS

Allocation par classe d'actifs au 31.12.2017



Allocation monétaire au 31.12.2017



Perspectives

ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES



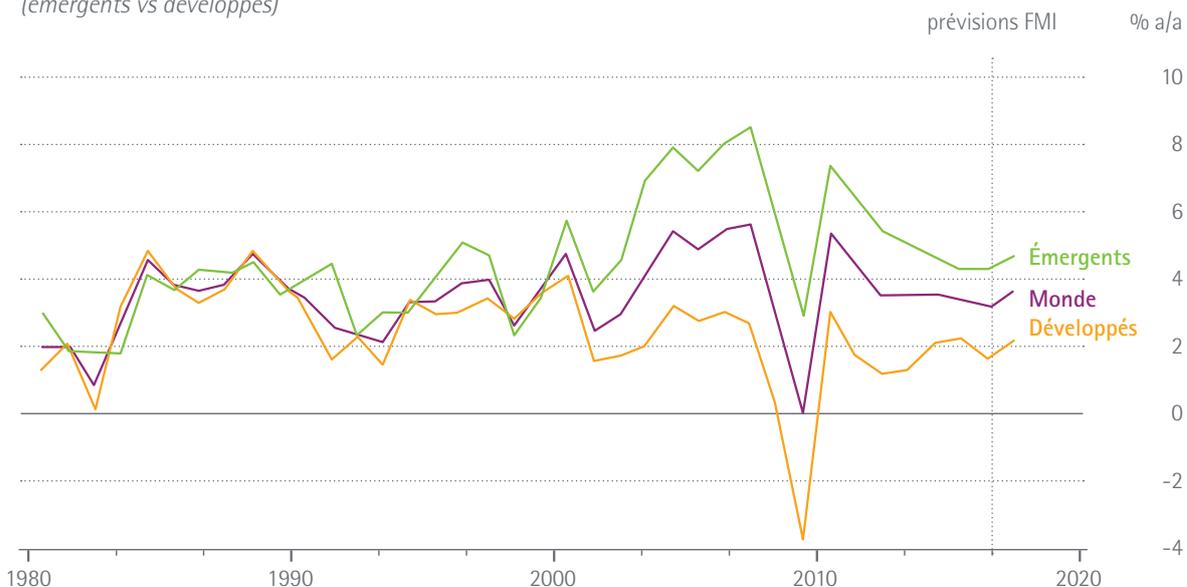
PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

PRÉVISIONS DE CROISSANCE DES PAYS DÉVELOPPÉS ET ÉMERGENTS

Maintien d'une diffusion importante de la croissance

- L'amélioration tendancielle de la conjoncture mondiale réelle et nominale (normalisation lente de l'inflation) s'est poursuivie en 2017. Un cercle vertueux s'est en effet mis en place entre le rebond de l'industrie manufacturière, du commerce mondial et de l'investissement.
- Les grandes zones étant chacune à un niveau différent de reprise économique, cela permet d'entretenir positivement l'ensemble du cycle. La croissance se prolongera donc en 2018, soutenue entre autre par un cycle de l'investissement puissant (au moins dans les pays développés), et permettra une nouvelle réduction de l'*output gap* (écart entre la croissance effective et la croissance potentielle) au niveau mondial (hors UK).
- Avec un *inflation gap* (écart entre l'inflation effective et la cible d'inflation) encore largement négatif dans de nombreux pays, cela suggère que la normalisation des politiques monétaires ne pourra être que graduelle. Neuf banques centrales ont relevé leur taux directeur en 2017, ce qui représente 43% du PIB mondial en PPA, et probablement plus en 2018. En outre, avec la réduction des déséquilibres macro-financiers dans les pays émergents, il y a très peu de risque, hors choc géopolitique, d'un retournement brutal de la tendance.

Croissance annuelle du PIB en %
(émergents vs développés)



PRÉVISIONS DE CROISSANCE DES PAYS INDUSTRIALISÉS ET ÉMERGENTS

- La croissance mondiale réelle devrait ainsi s'établir aux alentours de 3.7% en 2017, un plus haut depuis 2010-2011, grâce à une très forte diffusion géographique. L'indice de diffusion de la croissance au sein des pays de l'OCDE a atteint 45, un plus haut depuis 2007.

Pays développés

Variation du PIB réel, en %	2013	2014	2015	2016	2017	2018
États-Unis	1.7	2.6	2.9	1.5	2.3	2.5
Japon	2.0	0.3	1.4	0.9	1.7	1.2
Royaume-Uni	2.1	3.1	2.3	1.8	1.8	1.6
Zone Euro	-0.2	1.3	2.1	1.8	2.3	2.4
Allemagne	0.6	1.9	1.5	1.9	2.5	2.5
France	0.6	1.0	1.0	1.1	1.8	2.1
Italie	-1.7	0.2	0.9	1.1	1.5	1.5
Espagne	-1.7	1.4	3.4	3.3	3.1	2.8
Suisse	1.9	2.4	1.2	1.4	1.0	1.3

Pays émergents

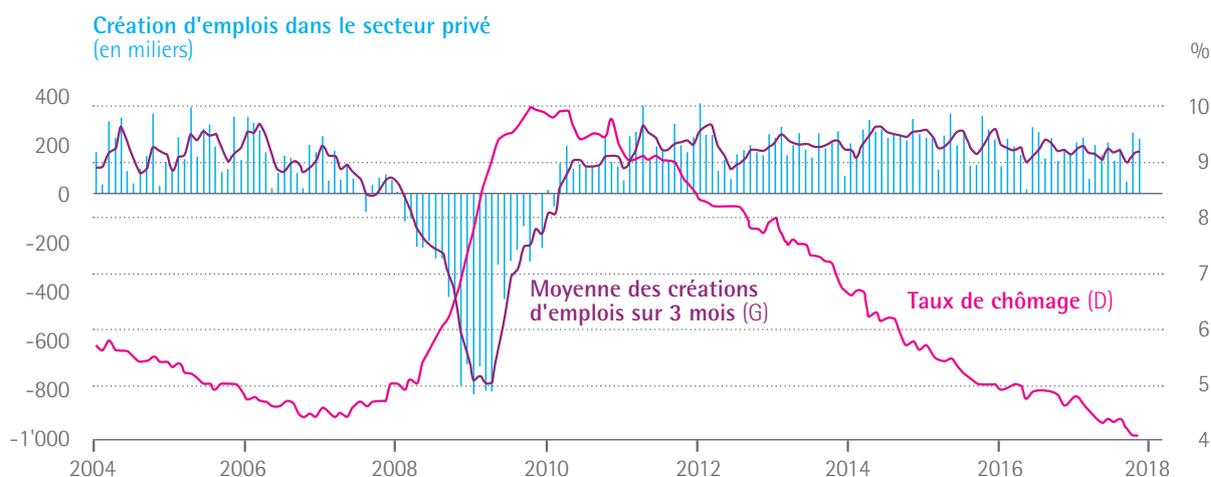
Variation du PIB réel, en %	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Brésil	3.0	0.5	-3.5	-3.5	1.0	2.3
Mexique	1.4	2.8	3.3	2.9	2.0	2.3
Russie	1.9	1.1	-2.7	-0.5	1.5	1.7
Turquie	8.5	5.2	6.1	3.2	5.1	3.5
Chine	7.7	7.3	6.9	7.1	6.9	6.6
Inde	6.2	6.9	7.5	7.9	6.7	7.4
Indonésie	5.6	5.0	4.9	5.0	5.3	5.3
Afrique du Sud	2.8	1.5	1.2	0.5	1.3	1.5

ÉTATS-UNIS

Certaines craintes de court terme sur le cycle américain sont excessives.

- Après une année 2016 peu satisfaisante, la croissance américaine a accéléré en 2017 et devrait poursuivre sa lancée en 2018. Elle sera aidée par la mise en place de la réforme fiscale. De plus, les salaires devraient bénéficier plus amplement de la réduction de l'offre de main d'oeuvre qui vont se poursuivre à court terme, bien qu'à un rythme moindre. Combiné à une confiance à un très haut niveau, cela plaide pour le maintien d'une dynamique positive de la consommation privée.
- La maturité du cycle américain limite cependant le potentiel d'accélération. Ainsi, le taux d'épargne des ménages est déjà à un niveau historiquement bas, tandis que le niveau d'investissement des entreprises est déjà au-dessus de sa moyenne historique et que les pressions sur les marges vont s'intensifier. Mais à horizon 12 mois, c'est la réduction de l'*output gap* qui justifie la poursuite de la normalisation de la politique monétaire par la Fed.

Taux de chômage et créations d'emplois dans le secteur privé américain

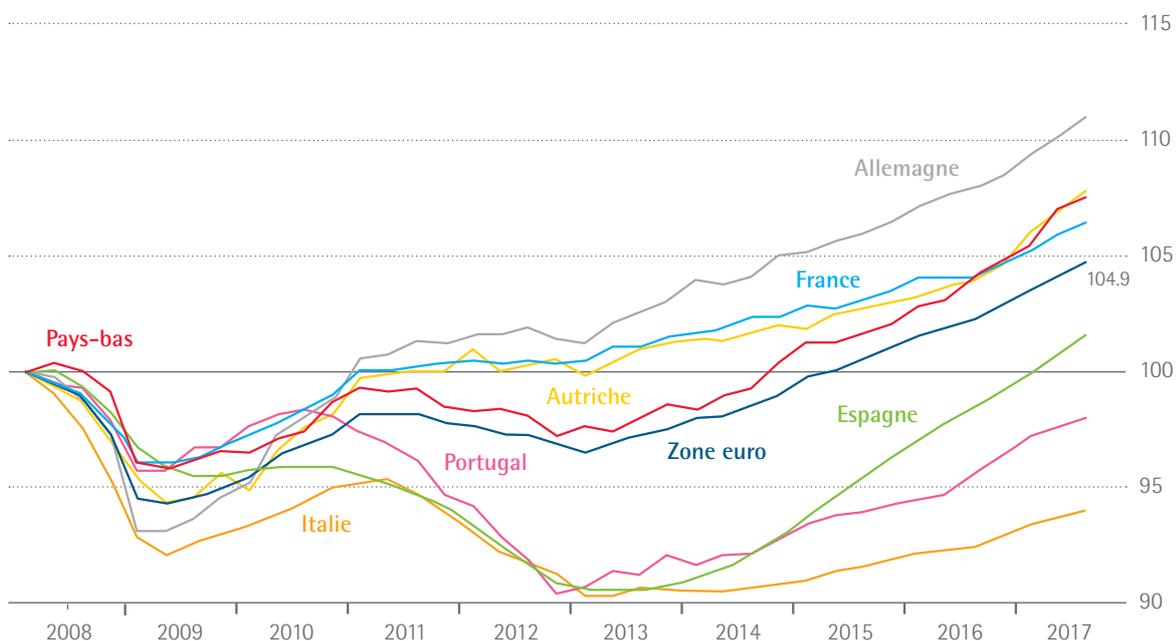


ZONE EURO

Une croissance auto-entretenue

- La croissance de l'Union européenne et de la zone euro a été revue à la hausse par la Commission européenne en s'établissant à 2.4% en 2017, et devrait se maintenir à 2.3% en 2018, soit le meilleur chiffre enregistré en dix ans. La qualité de cette croissance, à la fois soutenue par la consommation privée et l'investissement, et sa bonne diffusion (c.à.d, la croissance de la plupart des pays de la zone a été proche ou supérieure à 2%) suggèrent une économie suffisamment vigoureuse pour supporter un ralentissement de la croissance mondiale ou des chocs exogènes.
- En 2018, l'absence de déséquilibres majeurs au sein de la zone euro et le recul d'un risque politique vont permettre à la demande intérieure de rester robuste. La consommation des ménages peut compter sur un taux de création d'emploi à un plus haut historique ; la très graduelle remontée de l'inflation assure le maintien des gains de pouvoir d'achat. L'investissement sera soutenu par le bon niveau de profitabilité, des conditions financières toujours accommodantes et des anticipations favorables de demandes. Notons que les difficultés de la Chancelière allemande à former son gouvernement renforcent la probabilité d'un soutien budgétaire en Allemagne.
- Cependant, bien que sa dynamique soit appelée à se modérer en 2018, l'appréciation de l'euro (reflet de l'amélioration économique et de la baisse du risque politique), combinée à une légère remontée des taux longs devraient peser sur la marge des conditions financières ; l'hétérogénéité cyclique tant en termes de croissance que d'inflation entre les différents pays de la zone euro reste importante, ce qui va compliquer la tâche de la BCE lors de la normalisation de sa politique monétaire dans les années à venir. Mais le risque d'erreur de la BCE apparaît faible avant l'automne 2019 (départ de M. Draghi).

Évolution de la croissance réelle du PIB (base 100 au T1 2008)

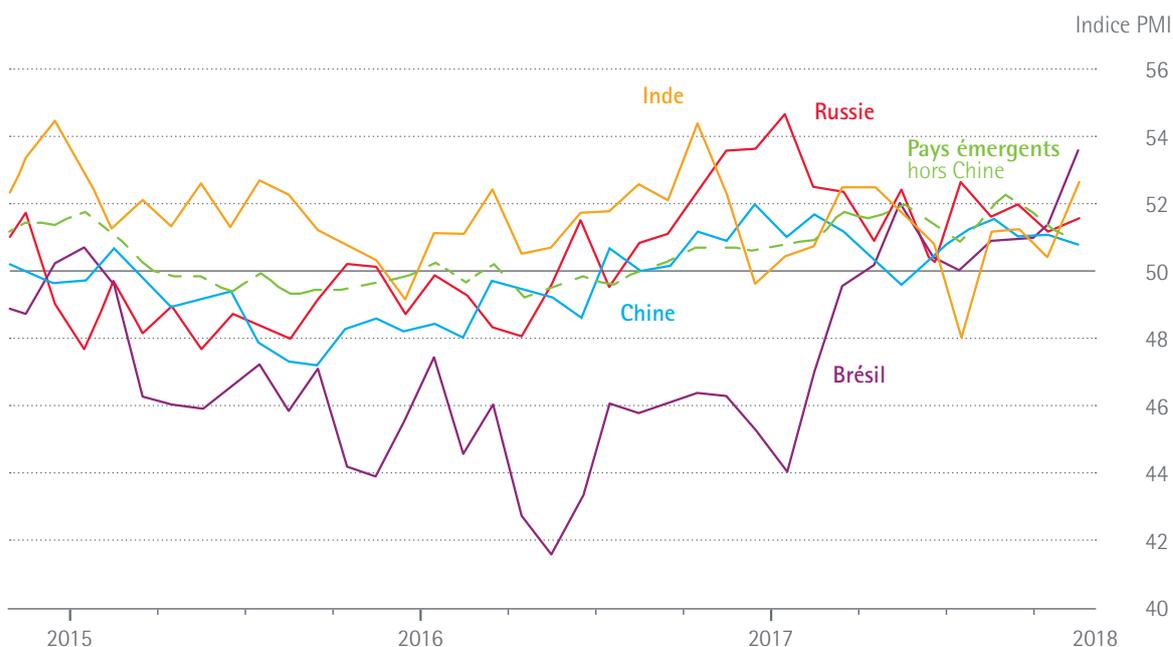


PAYS ÉMERGENTS

Globalement la croissance va continuer d'accélérer, mais l'environnement sera moins porteur.

- Depuis 2016, la croissance des pays émergents rebondit avec l'amélioration de la conjoncture mondiale, notamment grâce à la synchronisation des cycles d'investissement et du commerce mondial ainsi que du rebond des prix des matières premières. En parallèle, 2017 aura également été l'année des sorties de récession du Brésil, de la Russie et de l'Argentine ainsi que du ralentissement de l'inflation qui a permis d'initier un cycle de détente monétaire.
- Mais en 2018, même si dans l'ensemble l'activité mondiale restera soutenue, la dynamique chinoise pourrait ralentir progressivement l'environnement « goldilocks » (accélération de la croissance réelle comparée aux surprises d'inflation à la baisse) semblant toucher à sa fin, avec notamment la disparition de surprises de croissance.
- Globalement, la sensibilité des pays émergents à un choc monétaire américain a diminué par rapport à 2013/2014, mais la discrimination reste de mise. En effet, les positions cycliques sont très différentes et, au regard des niveaux *d'output gap* et d'une inflation sans doute proche de son point bas, les banques centrales ont plus ou moins de marges de manœuvre. Et ce, alors qu'au niveau global la dynamique de réduction des déficits courants émergents touche à sa fin, avec le raffermissement de leur demande intérieure. Enfin, 2018 sera marquée par une certaine montée de l'incertitudes politiques (élections en Russie, au Brésil, au Mexique, etc.) et géopolitique (Corée du nord, Arabie Saoudite/Iran, Turquie, etc.) qui va alimenter un rebond de la volatilité.

BRIC : indice des directeurs d'achat PMI manufacturier

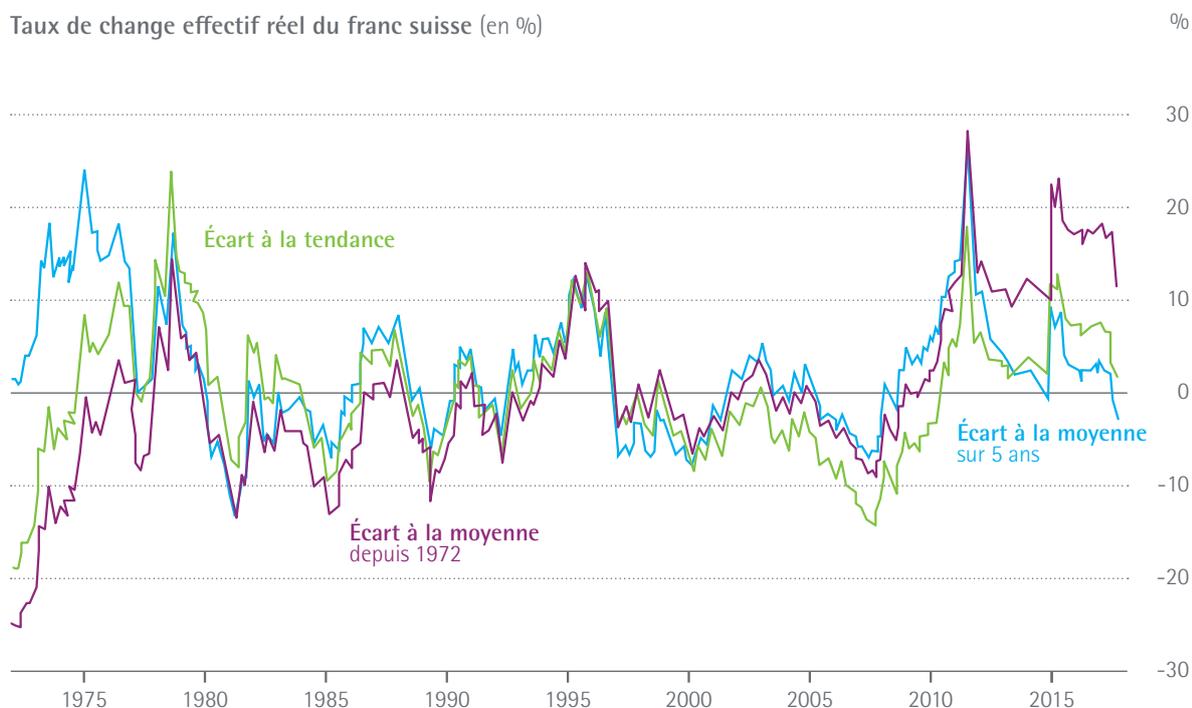


SUISSE

Sortie de déflation, l'économie monte lentement en puissance, malgré une surévaluation persistante de la devise.

- Positivement corrélé à l'aversion pour le risque, le franc suisse s'est apprécié de 20% en termes réels depuis 2008, avec une accélération après la fin de l'ancrage sur l'euro en janvier 2015. La sensibilité de l'économie au change étant très importante compte tenu du degré d'ouverture commerciale du pays, cela a pesé sur la dynamique aussi bien réelle que nominale : l'inflation hors énergie et alimentation est restée négative de février 2015 à mars 2017. Depuis, l'économie helvète a rebondi, soutenue par l'augmentation de la taille du bilan de la banque centrale (120% du PIB), mais son rythme d'accélération reste pour le moment encore limité. La croissance en 2017 devrait difficilement atteindre 1%, mais devrait accélérer en 2018 pour revenir vers sa croissance potentielle (1.6% selon l'OCDE).
- Cette amélioration sera nourrie par la baisse du change effectif (la BNS a stoppé ses interventions de change au printemps 2017, ce qui correspond au recul du risque politique en Europe), couplée au maintien d'une bonne dynamique internationale. Au niveau domestique, l'amélioration du marché de l'emploi va se poursuivre, soutenant la consommation et également l'immobilier. L'investissement dans le secteur manufacturier va quant à lui bénéficier d'un niveau de taux d'utilisation des capacités (revenu sur son niveau de début 2012) et de conditions de financement qui resteront favorables. Enfin, la politique budgétaire devrait rester globalement neutre, l'excédent primaire structurel (positif depuis 2003) va se maintenir et l'endettement fédéral continuer de se réduire.

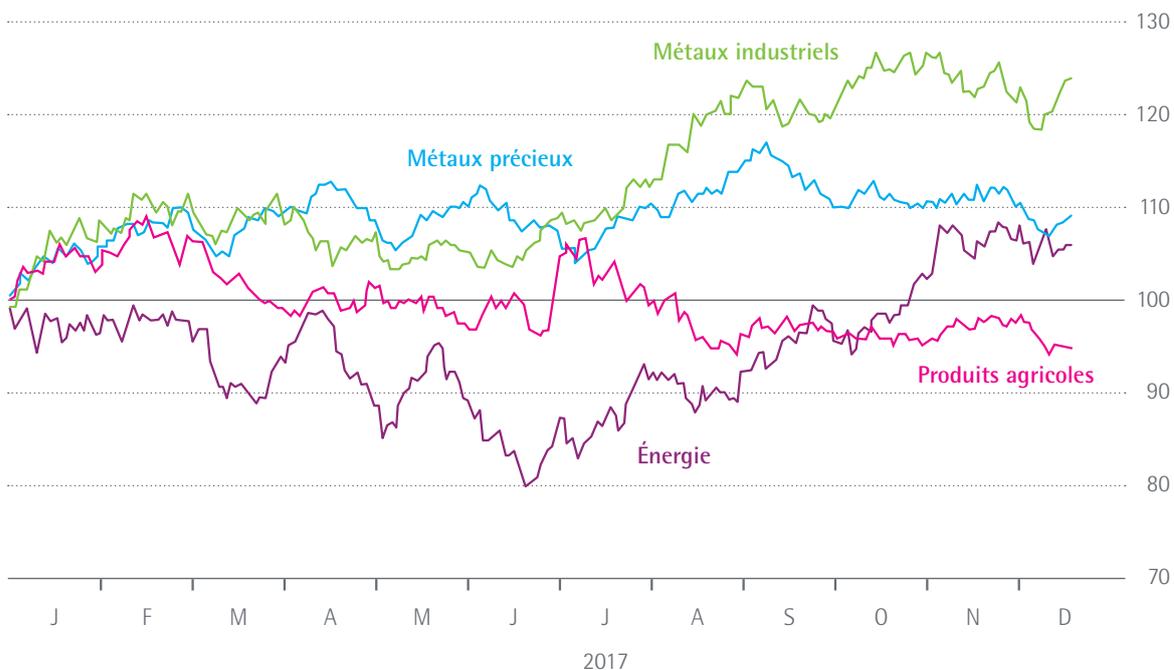
Taux de change effectif réel du franc suisse (en %)



MATIÈRES PREMIÈRES

- En 2017, les matières premières ont poursuivi leur rebond entamé en 2016, mais les dynamiques demeurent hétérogènes. La croissance mondiale devrait se stabiliser courant 2018 et l'Organisation mondiale du commerce (OMC) prévoit un léger ralentissement de l'échange commercial de marchandises (3.2% vs. 3.6% attendu en 2017). Observons que la surperformance des métaux précieux ne s'explique que partiellement par l'accélération de l'investissement au niveau mondial et qu'une grande partie de la dynamique haussière répond à des positions spéculatives nettes à des niveaux historiques, ce qui plaide pour la prudence. Les prix agricoles restent quant à eux pénalisés par l'abondance des récoltes et, hors chocs climatiques, une pression baissière sur les prix devrait se maintenir.

Prix des matières premières
(indice S&P GSCI spot en dollar - base 100 au 01.01.2017)



PÉTROLE

Le Brent devrait évoluer dans une fourchette comprise entre 55 et 75 USD en 2018.

- Les prix du pétrole ont connu un fort rebond sur le second semestre 2017 (+25%) avant de se stabiliser proche de 60 dollars le baril en fin d'année.
- Au niveau actuel, le pétrole apparaît correctement valorisé et le potentiel haussier semble faible. Certes la demande va rester importante (malgré le ralentissement chinois qui représente 12% de la demande mondiale), et l'offre du côté de l'OPEP devrait rester stable : les quotas de production ont été prolongés jusqu'à fin 2018 pour normaliser les stocks au niveau de leur moyenne 5 ans, ce qui implique une baisse supplémentaire de 5%. Mais aujourd'hui l'OPEP n'a plus le même pouvoir d'influence sur la fixation des prix, car son poids dans la production totale n'est plus que d'environ 40%.
- L'ajustement devrait se faire du côté de la production de pétrole de schiste américain qui peut réagir plus rapidement aux variations de prix. Dès lors, une cible à 55-75 USD à 12 mois pour le Brent semble plausible. Le principal risque haussier est d'ordre géopolitique, avec les tensions entre l'Arabie Saoudite et l'Iran.

Évolution du prix de l'énergie

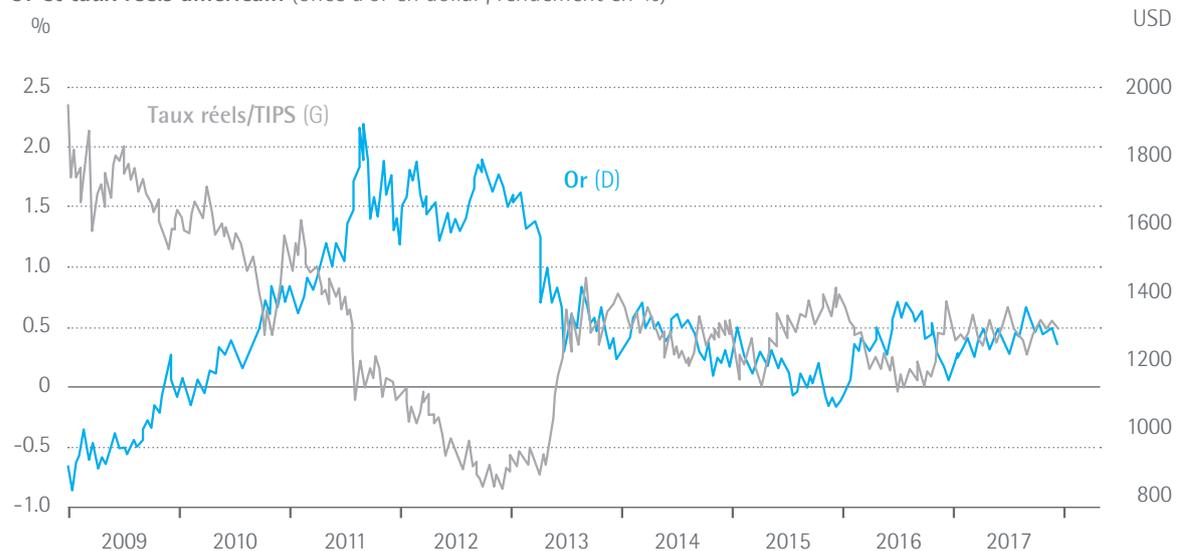


MÉTAL OR

La surévaluation a quasiment disparu, mais les perspectives restent limitées.

- Après une longue tendance baissière depuis fin 2011, l'or a fortement rebondi en 2016 jusqu'à ce que les taux longs réels rebondissent. Suite à leur légère baisse en 2017 et à la stabilisation de l'appétit pour le risque, l'once d'or s'est légèrement appréciée pour atteindre les USD 1'250/oz en fin de période. Durant le 1T-2018, le cumul des incertitudes géopolitiques et la guerre des monnaies ont engendré la hausse du métal jaune pour atteindre USD 1'365/oz.
- Rappelons que le prix de l'or en soi n'a pas de sens et c'est son prix relatif qui est utile pour évaluer sa cherté. Ainsi, son prix par rapport aux données réelles (stock d'or/PIB nominal) ou aux actions apparaît moins élevé que par le passé. C'est en revanche moins évident par rapport aux autres matières premières. Néanmoins, le probable maintien de bas niveaux de taux réels, le potentiel limité d'appréciation du dollar et la persistance d'assez fortes tensions géopolitiques devraient constituer des facteurs plutôt favorables à l'or au cours des prochains mois. A plus long terme, l'excès de la demande est probablement derrière nous, alors que l'accroissement de l'offre est plus ou moins stable à +1.5% par an. En effet, les achats nets des banques centrales continuent de se réduire tout comme la demande (investissement et bijouterie essentiellement) et les systèmes financiers émergents poursuivent leur développement.

Or et taux réels américain (once d'or en dollar ; rendement en %)



Prix de l'or et MSCI monde

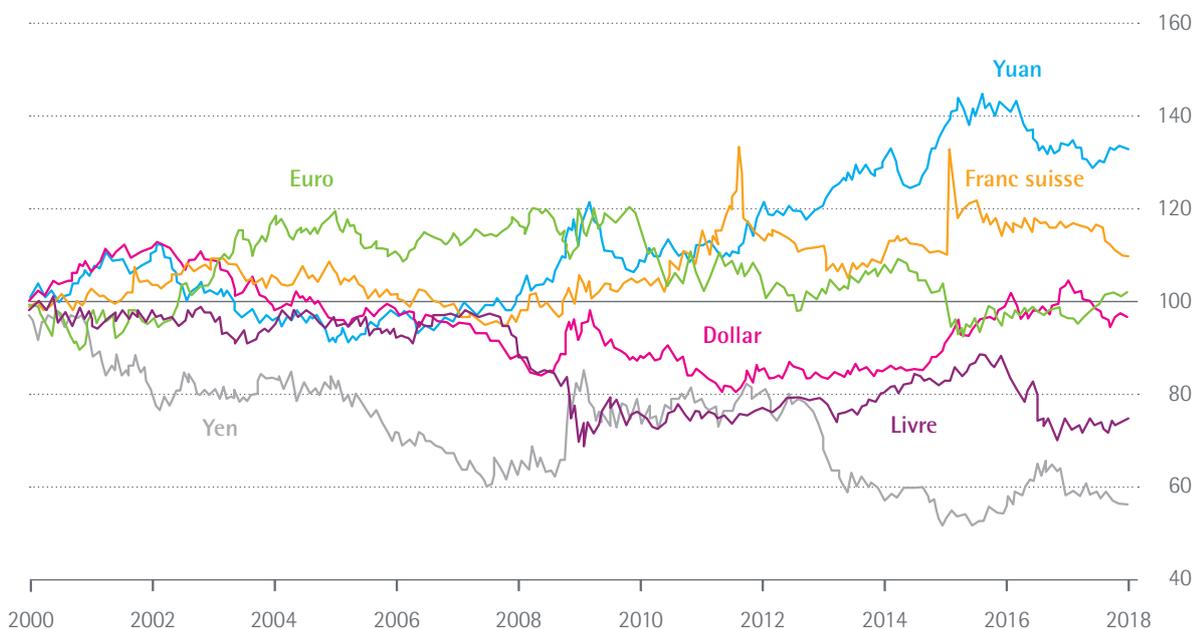


TAUX DE CHANGE

Hors choc, l'appréciation du dollar restera limitée.

- Durant l'année écoulée, le marché des changes a été marqué par le rebond de l'euro qui explique principalement de la baisse du dollar, tandis que la livre sterling s'est stabilisée. La baisse du dollar et la hausse limitée des taux réels mondiaux ont permis aux devises émergentes de progresser.
- En 2018, le dollar pourrait bénéficier d'un soutien provisoire, avec la mise en place de la réforme fiscale. Toutefois, il devrait être que temporaire. La normalisation de la politique de la Fed ne sera que très progressive et le dollar apparaît surévalué (de 5% à 15% selon les mesures fondamentales), notamment à cause de la dégradation de la balance courante des Etats-Unis (-40% du PIB) et de la fragilité de l'exécutif.
- L'euro bénéficiera de la poursuite du rattrapage économique et des attentes d'une hausse de l'intégration européenne, même si son potentiel d'appréciation apparaît plus limité qu'en 2017. La livre sterling, quant à elle, va rester sous pression et tributaire des négociations sur le Brexit. Le yen ne devrait pas beaucoup évoluer, la BoJ ayant besoin qu'il reste relativement faible pour ancrer les anticipations d'inflation. Mais on ne peut exclure des pressions haussières ponctuelles.

Taux de change effectif réel
(base 100 = 01/01/2000)

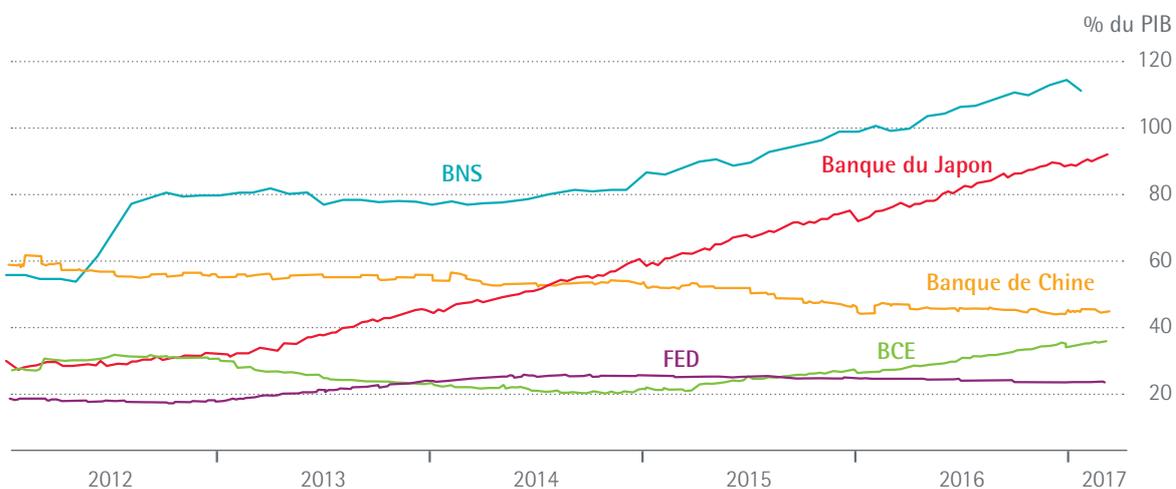


BANQUES CENTRALES

La normalisation des taux d'intérêts ne sera que graduelle.

- Avec l'accélération économique et la réduction des excès de capacité au niveau mondial, la question de la normalisation de la politique monétaire devient plus persistante et revêt des aspects inédits, avec notamment la question de la réduction du bilan des banques centrales.
 - **Fed** : après avoir relevé pour la 2ème fois en 2017 son taux directeur à 1.50%, la Fed va poursuivre la normalisation de sa politique monétaire en 2018. Si l'inflation reste faible, la réduction des capacités de production et des conditions financières toujours souples plaident en ce sens. Les marchés semblent complaisants en n'intégrant que deux hausses pour 2018, contre trois pour la Fed.
 - **BCE** : confrontée à une dynamique macroéconomique satisfaisante, mais à des pressions inflationnistes toujours modestes, (1.8% seulement attendu en 2020) la BCE va maintenir une politique monétaire souple en 2018, malgré la division par deux des achats de titres à partir de janvier 2019. Ainsi, aucune date de fin de l'assouplissement non-conventionnel (QE) n'a été envisagée et le programme reste ouvert "open-ended", contrairement à la Fed. Il est essentiel que la BCE ancre les anticipations pour maintenir des conditions financières souples, de manière à assurer la sortie de la trappe à liquidité. Dès lors, une hausse des taux avant 2019 apparaît hautement improbable.
 - **BoJ** : une incertitude plus grande entoure la banque centrale japonaise au regard de la meilleure orientation économique et du frémissement de l'inflation. Néanmoins, compte tenu de la fragilité du rebond des prix à la consommation, elle devrait continuer d'ajouter de la liquidité en 2018.
 - **PBoC** : la Banque centrale chinoise a profité de la croissance pour accélérer la réduction du levier dans l'ensemble de l'économie. Cela s'est traduit par une hausse des rendements obligataires globalement revenus sur leurs niveaux de 2014. En 2018, pour maintenir une liquidité suffisante, la banque centrale chinoise compte sur la baisse du taux des réserves obligatoires pour les banques prêtant aux PME.

Taille des bilans des banques centrales par rapport au PIB (%)

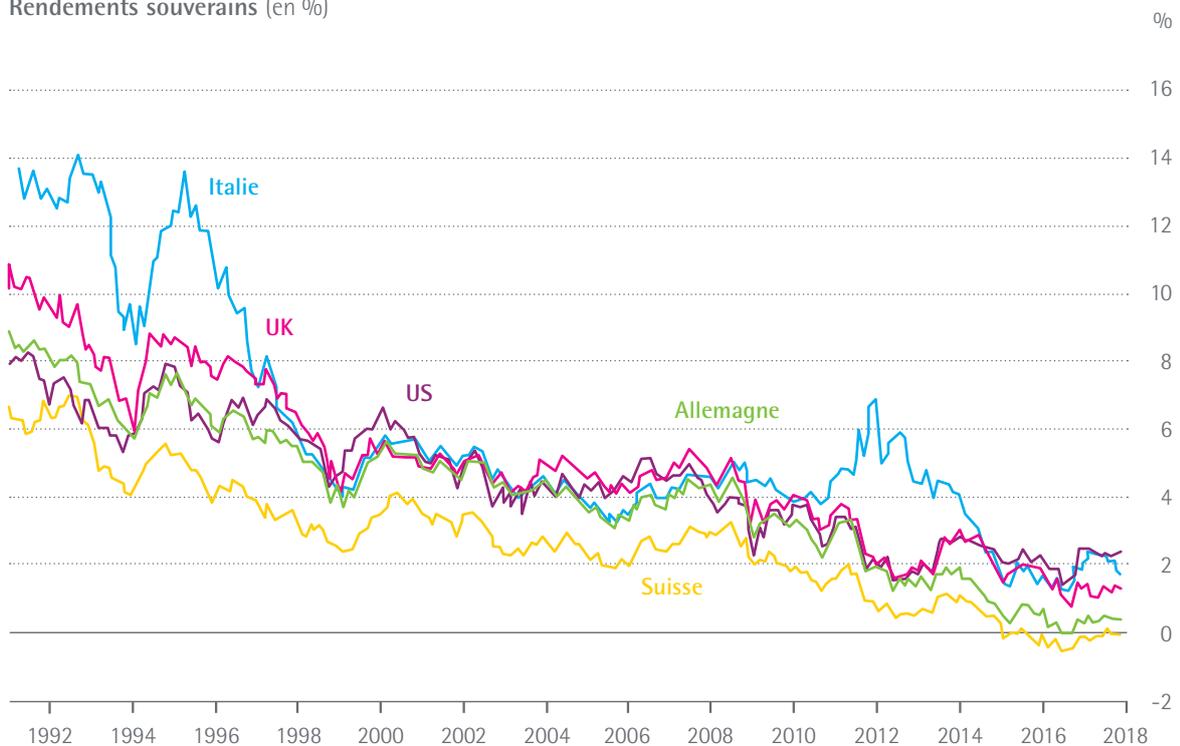


MARCHÉ OBLIGATAIRE

En 2018, la question centrale sera celle du retrait des liquidités.

- Après avoir subi une pression haussière à partir de l'été 2016, les rendements souverains se sont heurtés en 2017 à la faiblesse persistante de l'inflation. En 2018, si l'inflation doit progresser, elle restera contenue.
- Globalement, si la réduction du bilan de la Fed a été lancée en octobre, celle de la BCE et a fortiori celle de la BoJ ne devraient être initiées qu'à horizon 2020. Aux Etats-Unis, les taux (effectifs et anticipés) ne sont plus sur des niveaux excessivement bas, cependant la prime de risque s'est fortement réduite. En Zone Euro, la tendance est également haussière, mais le risque relativement plus important ; le niveau de taux actuel étant bien inférieur à celui de la croissance nominale potentielle. Le potentiel de compression additionnelle des écarts de rendements intra-européens semble faible à présent.
- Même si un pic de croissance sera sans doute atteint courant 2018, le catalyseur du marché du crédit reste la croissance économique, et tant que celle-ci n'est pas remise en cause, ce marché maintiendra une certaine stabilité. Observons (i) que la Zone Euro offre de ce point de vue un avantage relatif face aux Etats-Unis et (ii) que le crédit reste robuste à de nombreux scénarios, malgré des spreads très faibles.

Rendements souverains (en %)



- Depuis 2012, les rendements corporate se sont considérablement réduits et le potentiel apparaît dorénavant bien plus limité, notamment en termes de rendement/risque. En effet, aux Etats-Unis, le cycle est bien avancé, l'endettement corporate a progressé et la réforme fiscale est plutôt défavorable aux obligations à haut rendement (High Yield). En Europe, la baisse des rendements s'est accompagnée d'une hausse de la durée qui augmente la sensibilité aux mouvements de taux. En outre, l'effet de « flux » à la fin des rachats de la BCE pourrait être un peu plus marqué que sur la dette souveraine.

Rendements des obligations corporate (en %)



MARCHÉS DES ACTIONS

Hausse de la volatilité et performances plus limitées pour 2018.

- Le marché américain a établi de nouveaux records en 2017. La réduction du risque politique européen et le maintien d'une dynamique mondiale synchronisée doivent permettre aux marchés d'aborder 2018 sereinement, le risque de crise financière majeure à horizon 12 mois étant faible. Néanmoins, le ralentissement de la progression des liquidités, la maturité des cycles tant économiques que boursiers, un sentiment de marché et des valorisations élevées plaident pour une approche plus prudente. Le maintien durable de la volatilité sur ses niveaux actuels est aussi difficilement envisageable. Globalement, la hausse des taux longs devrait favoriser un retour de la volatilité, mais cela devrait rester limité : elle constitue avant tout une normalisation d'une situation anormale. La prime de risque actions reste substantielle et peut absorber une partie de cette hausse.
- Aux Etats-Unis, la croissance des bénéfices par action (BPA) attendue pour 2018 se situe au même niveau qu'en 2017, à +11% (+9% hors financières et énergie). C'est élevé mais non excessif si l'on tient compte de l'impact attendu de la réforme fiscale (de l'ordre de 5%). Cependant, les valorisations sont nettement excessives alors même qu'avec la réduction des excès de capacité, la hausse de l'endettement et des taux, on peut s'attendre à des pressions croissantes sur les marges.
- Le marché des actions de la zone euro devrait bénéficier de quelques atouts spécifiques : des valorisations moins élevées, d'un potentiel persistant de rattrapage tant macro que micro, d'une prime de risque plus élevée (6% contre 3% aux Etats-Unis), du poids relativement plus important des financières et du caractère modéré des prévisions de BPA pour 2018 (9%).
- S'agissant des actions émergentes, la décote en termes de valorisation reste significative (environ 10% sur le ratio cours/bénéfice estimé (PER)). Mais, après leurs bonnes performances récentes dans un contexte d'appétit pour le risque élevé et d'une plus faible marge de manœuvre pour les banques centrales, une approche neutre et sélective semble adéquat, sachant que dans une perspective sur long terme, les actions des pays émergents restent une classe d'actifs attractive.

Multiple de valorisation des principaux indices – Price Earning Ratio (PER)



INDICES DES MARCHÉS BOURSIERS

	2017	Janvier à mars 2018
Perf. YtD (en monnaie locale)		
Amérique du Nord / Latine		
Dow Jones Industrial Avg - USD	25.08%	-2.49%
Standard and Poor's 500 - USD	19.42%	-1.22%
S&P/TSX COMPOSITE - CAD	6.03%	-5.19%
Mexican Stock Exchange - MPS	8.13%	-6.54%
Brasil Ibovespa Sao Paulo - BRL	26.86%	11.73%
Europe / Afrique / Moyen-orient		
EURO STOXX 50 - EUR	6.49%	-4.07%
FTSE 100 - GBP	7.63%	-8.21%
CAC 40 - EUR	9.26%	-2.73%
DAX - EUR	12.51%	-6.35%
IBEX 35 - EUR	7.40%	-4.42%
FTSE/MIB - EUR	13.61%	2.55%
AEX Amsterdam Index - EUR	12.71%	-2.77%
OMX Stockhol 30 - SEK	3.94%	-2.64%
Swiss Market - CHF	14.14%	-6.83%
Asie / Pacifique		
Nikkei 225 - JPY	19.10%	-7.05%
Hong Kong Hang Seng - HKD	35.99%	0.58%
Standard and Poor's/Austr - AUD	7.05%	-5.04%

Sources :

- (1) Banque Mondiale, G20, Banque nationale suisse (BNS), Fonds monétaire international (FMI), Ernst & Young SA, OCDE.
(2) Perspectives économiques et financières, en collaboration avec Les Cahiers Verts de l'Economie/SOCOFI.

Bilan

CONSOLIDÉ



CHIFFRES CLÉS DU GROUPE HYPOSWISS

(CHF 1'000)	2017	2016
Bénéfice consolidé	3'667	8'442 ¹
Résultat opérationnel	4'787	2'127
Total des produits d'exploitation ²	39'905	34'855
Total des charges d'exploitation	32'353	30'228
Total du bilan	721'125	737'559
Total des avoirs administrés	4'618'299	3'980'216
Fonds propres	47'196	44'857
Effectif du personnel (emplois à temps complets)	95	89
Ratio charges d'exploitation / produits d'exploitation	81%	86%
Ratio Tier 1	23.8%	20.9%

¹ Ce montant tient compte de la dissolution des réserves pour risques bancaires généraux

² Inclut: Résultats des opérations d'intérêts, résultats des opérations de commissions et des prestations de service, résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur et autres résultats ordinaires.

BILAN CONSOLIDÉ

	31.12.2017	31.12.2016
	CHF	CHF
ACTIFS		
Liquidités	30'949'514	51'564'766
Créances sur les banques	117'177'302	204'138'296
Créances sur la clientèle	368'433'145	233'824'054
Créances hypothécaires	13'769'000	9'440'000
Opérations de négoce	454'151	70'820
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	4'168'829	6'917'763
Immobilisations financières	170'360'165	217'537'754
Comptes de régularisation	4'751'983	5'516'852
Participations non consolidées	734'085	539'825
Immobilisations corporelles	2'051'693	1'970'491
Valeurs immatérielles	6'947'446	5'112'962
Autres actifs	1'327'737	925'000
Total des actifs	721'125'050	737'558'583
Total des créances subordonnées	-	-
- dont avec obligation de conversion et/ou abandon de créance	-	-
PASSIFS		
Engagements envers les banques	10'265'469	9'786'509
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	651'846'610	669'493'677
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	4'238'764	6'647'638
Comptes de régularisation	6'354'675	5'026'699
Autres passifs	1'206'500	1'729'247
Provisions	17'513	18'719
Réserves pour risques bancaires généraux	-	-
Capital social	27'500'000	27'500'000
Réserve issue du capital	1'685'610	1'685'610
Réserve issue du bénéfice	14'363'584	7'295'813
Réserve de change	(20'809)	(68'100)
Bénéfice consolidé	3'667'134	8'442'771
Total des passifs	721'125'050	737'558'583
Total des engagements subordonnés	-	-
- dont avec obligation de conversion et/ou abandon de créance	-	-
OPÉRATIONS HORS BILAN		
Engagements conditionnels	13'645'586	15'909'054
Engagements irrévocables	3'209'280	2'402'281
Engagements de libérer et d'effectuer des versements supplémentaires	-	-
Crédits par engagement	-	-

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ DE L'EXERCICE 2017

	2017 CHF	2016 CHF
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS D'INTÉRÊTS		
Produits des intérêts et des escomptes	6'119'747	4'519'811
Produits des intérêts et des dividendes des opérations de négoce	3'712	6'073
Produits des intérêts et des dividendes des immobilisations financières	1'442'910	1'032'473
Charges d'intérêts	428'306	357'644
Résultat brut des opérations d'intérêts	7'994'675	5'916'001
Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts	-	-
Sous-total Résultat net des opérations d'intérêts	7'994'675	5'916'001
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE COMMISSIONS ET DES PRESTATIONS DE SERVICE		
Produit des commissions sur les titres et les opérations de placement	29'795'830	25'911'660
Produit des commissions sur les opérations de crédit	204'479	181'250
Produit des commissions sur les autres prestations de service	878'861	917'161
Charges de commissions	(3'274'311)	(2'647'530)
Sous-total Résultat des opérations de commissions et des prestations de service	27'604'859	24'362'541
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE NÉGOCE ET DE L'OPTION DE LA JUSTE VALEUR	4'172'512	3'951'324
AUTRES RÉSULTATS ORDINAIRES		
Résultat des aliénations d'immobilisations financières	(26'640)	541'655
Produit des participations	146'821	33'700
- dont provenant des participations enregistrées selon la méthode de la mise en équivalence	146'821	33'700
- dont provenant des autres participations non consolidées	-	-
Autres produits ordinaires	12'869	49'414
Autres charges ordinaires	-	-
Sous-total Autres résultats ordinaires	133'050	624'769

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ DE L'EXERCICE 2017

	2017 CHF	2016 CHF
CHARGES D'EXPLOITATION		
Charges de personnel	(23'991'529)	(22'130'526)
Autres charges d'exploitation	(8'361'546)	(8'097'097)
Sous-total Charges d'exploitation	(32'353'075)	(30'227'623)
Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations et valeurs immatérielles	(2'591'394)	(2'399'093)
Variations des provisions et autres corrections de valeur, pertes	(173'832)	(100'699)
Résultat opérationnel	4'786'795	2'127'220
Produits extraordinaires	53'745	119'888
Charges extraordinaires	-	(28'343)
Variation des réserves pour risques bancaires généraux	-	4'750'000
Impôts	(1'173'406)	1'474'006
Bénéfice consolidé (résultat de la période)	3'667'134	8'442'771

TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

	31.12.2017		31.12.2016	
	Source de fonds CHF	Emploi de fonds CHF	Source de fonds CHF	Emploi de fonds CHF
Flux de fonds du résultat opérationnel (financement interne)				
Résultat de la période	3'667'134	-	8'442'771	-
Variation des réserves pour risques bancaires généraux	-	-	-	4'750'000
Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations corporelles et valeurs immatérielles	2'591'394	-	2'399'093	-
Provisions et autres corrections de valeur	-	-	-	-
Variation des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes	-	1'206	-	1'635'042
Délimitations actives (y compris autres actifs)	353'897	-	-	47'772
Délimitations passives (y compris autres passifs)	805'230	-	492'408	-
Dividende de l'exercice précédent	-	1'375'000	-	-
Flux de fonds du résultat opérationnel	7'417'655	1'376'206	11'334'272	6'432'814
Flux de fonds des transactions relatives aux capitaux propres				
Capital-actions / capital-participation / capital de dotation, etc.	-	-	-	-
Écritures par les réserves	47'291	-	12'000	-
Modification des propres titres de participation	-	-	-	-
Flux des capitaux propres	47'291	-	12'000	-
Flux de fonds des mutations relatives aux participations, immobilisations corporelles et valeurs immatérielles				
Participations	-	194'260	13'274	-
Autres immobilisations corporelles	12'639	945'633	-	755'204
Valeurs immatérielles	-	3'565'851	-	5'317'117
Flux de fonds des investissements	12'639	4'705'744	13'274	6'072'321
Flux de fonds de l'activité bancaire Opérations à moyen et long terme (> 1an)				
Immobilisations financières	47'177'589	-	-	182'101'872
Opérations à court terme				
Engagements envers les banques	-	1'089'802	-	1'014'720
Engagements résultant de dépôts de la clientèle	-	16'078'306	201'311'189	-
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	-	2'408'874	759'209	-
Créances sur les banques	86'960'994	-	39'682'355	-
Créances sur la clientèle	-	134'609'091	-	63'375'618
Créances hypothécaires	-	4'329'000	-	2'240'000
Opérations de négoce	-	383'331	45'782	-
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	2'748'934	-	-	701'796
Flux de fonds de l'activité bancaire	136'887'517	158'898'404	241'798'535	249'434'006
Liquidités	20'615'252	-	8'781'060	-
Liquidités	20'615'252	-	8'781'060	-
Total	164'980'354	164'980'354	261'939'141	261'939'141

ÉTAT DES CAPITAUX PROPRES

	Capital social	Réserve issue du capital	Réserve issue du bénéfice	Réserve de change	Réserves pour risques bancaires généraux	Résultat de la période	Total
(CHF 1'000)							
Capitaux propres au début de la période de référence	27'500	1'686	7'296	(68)	-	8'443	44'856
Attribution à la réserve issue du bénéfice	-	-	8'443	-	-	(8'443)	-
Différence de change	-	-	-	47	-	-	47
Dividendes et autres distributions	-	-	(1'375)	-	-	-	(1'375)
Autres dotations / (prélèvements) affectant les réserves pour risques bancaires généraux	-	-	-	-	-	-	-
Bénéfice (résultat de la période)	-	-	-	-	-	3'667	3'667
Capitaux propres à la fin de la période de référence	27'500	1'686	14'364	(21)	-	3'667	47'195

ANNEXES RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2017

1 - INDICATION DE LA RAISON SOCIALE, DE LA FORME JURIDIQUE ET DU SIÈGE DU GROUPE

Hyposwiss Private Bank Genève SA est la maison mère du Groupe Hyposwiss (ci-après « le Groupe »). Elle détient deux filiales, Hyposwiss Advisors SA, Genève et Fimanor Financial Management AG, Zürich, un bureau de représentation à Tel-Aviv, Israël et des participations minoritaires au capital-actions de Monaco Asset Management SAM, Monaco et Stavanger Asset Management Ltd, Stavanger.

La filiale Hyposwiss Advisors SA, Genève, est dédiée à la gestion de fortune de clients américains et est enregistrée auprès de la Securities and Exchange Commission (SEC). Fimanor Financial Management AG, Zürich est un gérant de fortune indépendant affilié auprès d'un organisme d'autorégulation reconnu par la FINMA. Les participations minoritaires concernent des sociétés actives dans la gestion de fortune à Monaco et en Norvège.

Le champ d'activité du Groupe comprend la gestion de patrimoine, le négoce de valeurs mobilières et les services annexes.

Effectif du personnel

A fin 2017, le Groupe employait 101 personnes (94.587 emplois à temps complet), contre 95 personnes (89.21 emplois à temps complet) à fin 2016.

2 - PRINCIPES DE CONSOLIDATION, D'ÉVALUATION ET D'ÉTABLISSEMENT DU BILAN

Principes de base

Les présents états financiers représentent les comptes du Groupe. Ils sont présentés

conformément au Code suisse des obligations, à la Loi fédérale sur les banques ainsi qu'à son ordonnance d'exécution et aux Prescriptions comptables pour les banques, négociants en valeurs mobilières, groupes et conglomérats financiers (PCB). Les états financiers consolidés ont été établis selon le principe de l'image fidèle afin de présenter l'état réel du patrimoine, de la situation financière et du résultat du Groupe.

Principes généraux d'évaluation

Les actifs et passifs, ainsi que les affaires hors-bilan mentionnés sous une même rubrique font l'objet d'une évaluation individuelle.

Principe de consolidation

Périmètre et méthode de consolidation

Le périmètre de consolidation comprend la maison mère, les entités détenues à plus de 50% des droits de vote, ainsi que les participations minoritaires sur lesquelles le Groupe exerce une influence significative. La liste des participations intégrées globalement, mises en équivalence ou non consolidées figure à l'annexe 6.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe détient la majorité des voix sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Les filiales sont consolidées à partir de la date du transfert effectif du contrôle et ne sont plus consolidées à compter de la date à laquelle ce contrôle cesse. Les participations minoritaires, détenues à raison de taux compris entre 20% et 50%, sont consolidées selon la méthode de mise en équivalence.

Les participations inférieures à 20% ne sont pas consolidées mais inscrites au bilan à leur valeur d'acquisition, déduction faite des corrections de valeur nécessaires. Le 31 décembre est la date de clôture uniformément définie pour toutes les sociétés concernées par la consolidation.

Saisie des opérations

Toutes les opérations sont enregistrées dans les livres le jour de leur conclusion et évaluées dès ce jour en vue de la détermination du résultat. L'inscription au bilan de toutes les opérations conclues au comptant mais non encore exécutées s'effectue selon le principe de la date de conclusion.

Conversion des monnaies étrangères et métaux précieux

Les bilans établis en monnaies étrangères des sociétés consolidées sont convertis en franc suisses aux taux en vigueur à la date de clôture des comptes, à l'exception du capital, converti aux cours historiques. Les produits et charges sont convertis aux cours de change moyens de la période. Les taux de change utilisés pour la conversion des monnaies étrangères et des métaux précieux à la date de clôture sont les suivants :

	31.12.2017	31.12.2016
USD	0.9771	1.0156
EUR	1.1717	1.0726
GBP	1.3204	1.2541
Once Or en USD	1'273.89	1'174.95

Liquidités, créances sur les banques, créances sur la clientèle et engagements au passif

Ces éléments sont portés au bilan à leur valeur nominale. Les créances jugées compromises font l'objet de corrections de valeur directement déduites de l'actif.

Opérations de négoce

Les titres et métaux précieux destinés au négoce sont évalués et portés au bilan à leur juste valeur. Les gains et pertes de cours des portefeuilles destinés au négoce sont comptabilisés dans le compte de résultat au poste « Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur ». Le produit des intérêts et des dividendes des portefeuilles destinés au négoce est présenté sous le résultat des opérations d'intérêts.

Instruments financiers dérivés

Opérations de négoce

Tous les instruments financiers dérivés sont évalués à leur juste valeur. Les valeurs de remplacement positives ou négatives sont portées au bilan. La juste valeur découle soit du prix résultant d'un marché efficient et liquide, soit du prix offert par les teneurs du marché. Le résultat, réalisé et non réalisé, des transactions sur instruments financiers dérivés utilisés à des fins de négoce ou pour le compte de la clientèle est comptabilisé à la rubrique « Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur ».

Opérations de couverture

Le Groupe peut utiliser des instruments financiers dérivés pour réduire le risque de taux et le risque de change dans le cadre de la gestion des actifs et passifs. Les opérations de couverture sont évaluées selon les mêmes principes que les opérations de base couvertes. Les résultats des opérations de couverture sont saisis sous une rubrique de résultat identique à celle qui enregistre les résultats correspondant à l'opération couverte.

Immobilisations financières

Les titres de créance destinés à être conservés jusqu'à l'échéance sont portés au bilan sur la base du coût amorti. Les gains et les pertes résultant d'une vente ou d'un remboursement anticipé sont pris en compte proportionnellement jusqu'à l'échéance initialement prévue de l'opération par les rubriques « Autres actifs » ou « Autres passifs ». Les modifications de valeur en lien avec le risque de défaillance sont enregistrées immédiatement dans la rubrique « Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts ».

Les titres de créance non destinés à être conservés jusqu'à l'échéance sont évalués selon le principe de la valeur la plus basse. Le solde des adaptations de valeurs est comptabilisé sous la rubrique « Autres charges ordinaires » ou « Autres produits ordinaires ». Une réévaluation allant au plus jusqu'aux coûts d'acquisition est

comptabilisée si le prix du marché, qui était tombé en dessous de la valeur d'acquisition, remonte par la suite. Cette adaptation de valeur est également comptabilisée sous la rubrique «Autres charges ordinaires» ou «Autres produits ordinaires». Les métaux précieux sont évalués au prix du marché en vigueur à la date du bilan. Les positions en titres de participation sont évaluées selon le principe de la valeur la plus basse. Les adaptations de valeur sont enregistrées dans les rubriques «Autres charges ordinaires» ou «Autres produits ordinaires».

Participations non consolidées

Ces participations sont évaluées individuellement au coût d'acquisition, sous déduction des corrections de valeur économiquement nécessaires.

Immobilisations corporelles

Les investissements dans de nouvelles immobilisations corporelles, lesquelles sont utilisées durant plus d'une période comptable, sont portés au bilan à leur valeur d'acquisition.

Lors de l'évaluation postérieure, les immobilisations corporelles sont portées au bilan à leur valeur d'acquisition, sous déduction des amortissements cumulés. Les amortissements sont effectués de façon linéaire sur toute la durée d'utilisation prévue de l'immobilisation. L'actualité de la valeur est revue chaque année. Si cet examen fait apparaître un changement de la durée d'utilisation ou une diminution de valeur, le Groupe amortit la valeur comptable résiduelle selon un plan correspondant à la nouvelle durée d'utilisation ou procède à un amortissement non planifié. Les amortissements ordinaires, de même que les amortissements supplémentaires, non planifiés, sont comptabilisés au débit de la rubrique «Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations et valeurs immatérielles» du compte de résultat.

Les durées d'utilisation prévues pour les différentes catégories d'immobilisations corporelles sont les suivantes :

- **Matériel informatique** : maximum 3 ans
- **Autres immobilisations corporelles** : maximum 5 ans
- **Frais de rénovation des locaux** : sur la durée du bail, mais au maximum sur 8 ans

Les gains réalisés lors de l'aliénation d'immobilisations corporelles sont comptabilisés à la rubrique «Produits extraordinaires», les pertes à la rubrique «Charges extraordinaires».

Valeurs immatérielles

Si le coût total d'une acquisition est plus élevé que les actifs nets repris, la différence est considérée comme goodwill. Le goodwill est amorti de manière linéaire sur une durée de 5 ans.

Comptes de régularisation

Les actifs et passifs résultant de la délimitation dans le temps des intérêts et des autres rubriques de produits et charges ainsi que d'autres délimitations sont présentés dans les comptes de régularisation actifs et passifs.

Impôts

Les impôts comprennent les impôts sur le bénéfice et le capital des sociétés du Groupe. Les impôts dus au titre du bénéfice courant sont comptabilisés au passif du bilan sous la rubrique «Comptes de régularisation». Les impôts latents, résultant de différences temporaires entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs sont comptabilisés comme impôts latents sous la rubrique «Provisions» au passif du bilan.

Provisions

Une provision spécifique est constituée pour tout engagement probable, fondé sur un événement passé, dont le montant et/ou l'échéance sont incertains mais estimables de manière fiable. Les corrections de valeur individuelles sont directement déduites des rubriques correspondantes de l'actif. Les provisions destinées à la couverture des autres risques sont portées au bilan à la rubrique «Provisions».

Indications relatives au traitement des intérêts en souffrance

Les intérêts échus depuis plus de 90 jours sont considérés en souffrance. Le Groupe renonce à comptabiliser au compte de résultat les intérêts en souffrance et les intérêts compromis et les comptabilise directement sous « Corrections de valeur pour risque de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts ».

Réserves pour risques bancaires généraux

Pour la couverture des risques inhérents à l'activité bancaire, non couverts par des provisions spécifiques, le Groupe constitue préventivement des « Réserves pour risques bancaires généraux ». Ces réserves font partie des fonds propres et font l'objet d'un impôt latent.

Engagements de prévoyance

Les termes « engagements de prévoyance » désignent tous les plans, institutions et dispositions prévoyant des prestations pour la retraite, le décès ou l'invalidité des collaborateurs du Groupe.

Un examen annuel est effectué afin de déterminer s'il existe dans chaque institution de prévoyance un avantage économique (excédent) ou un engagement économique (déficit) autre que les prestations de cotisations et les ajustements relatifs. En Suisse, cet examen est réalisé sur la base des contrats, des comptes annuels des institutions de prévoyance établis conformément à la Swiss GAAP RPC 26, et d'autres calculs présentant à la date de clôture la situation financière, l'excédent de couverture ou le découvert existant par institution de prévoyance.

Un engagement est porté au bilan dans les « Provisions » tandis qu'un avantage économique est comptabilisé dans les « Autres actifs ». La différence par rapport à la valeur correspondante de la période précédente est enregistrée par institution de prévoyance dans les « Charges de personnel ».

Engagements conditionnels, engagements irrévocables, engagements de libérer et d'effectuer des versements supplémentaires

La présentation de ces éléments dans les opérations hors bilan se fait à la valeur nominale. Pour les risques prévisibles, le Groupe constitue des provisions au passif du bilan.

Modification des principes comptables et d'évaluation

Aucune modification n'a été apportée aux principes d'inscription au bilan et d'évaluation au cours de l'exercice 2017.

Evénements particuliers et événements postérieurs à la date de clôture de l'exercice

Il n'y a pas d'événements particuliers et d'événements postérieurs à la date de clôture de l'exercice pouvant avoir un impact sur les états financiers au 31 décembre 2017.

3 - GESTION DES RISQUES

La maison mère a mis en place une politique de gestion des risques qui reprend les obligations réglementaires et précise leur application auprès des entités du Groupe. Le Conseil d'administration de Hyposwiss Private Bank Genève SA évalue annuellement l'exposition du Groupe aux risques et les mesures visant à limiter leur impact.

La politique en matière de risques de crédit et de marché est réexaminée annuellement par la Direction de la maison mère. Les différents risques font l'objet de limites précises, dont le respect est régulièrement surveillé.

Un système d'information du management (MIS) permet aux membres de la Direction de la maison mère d'être informés régulièrement de la situation patrimoniale et financière du Groupe, de l'état de ses liquidités, de ses résultats, ainsi que des risques y relatifs.

Risques de défaillance

La politique de crédit englobe la totalité des engagements qui pourraient entraîner des pertes

si les contreparties se trouvaient dans l'incapacité de rembourser leurs engagements.

Risque de crédit envers la clientèle

L'activité de crédit se limite à des avances à la clientèle contre nantissement d'actifs facilement réalisables. La valeur des sûretés est réévaluée et surveillée quotidiennement.

Risque de crédit envers les contreparties bancaires

Le Groupe sélectionne ses correspondants et privilégie les contreparties au bénéfice d'une solide assise financière.

Risques pays

Le Groupe évite d'entretenir des relations actives avec des contreparties dans un pays à risque. Les pays bénéficiant d'un rating insuffisant auprès des agences de notation sont écartés du champ d'activité. Une évaluation périodique de ces risques est effectuée et les cas concernés sont provisionnés selon des critères définis.

Risques de taux

Le Groupe n'est pas exposé de manière significative au risque sur taux d'intérêts. Le Groupe est essentiellement exposé à un manque à gagner sur les placements, car les dépôts des clients ne sont pas rémunérés.

Risques de marché

Le risque de marché reflète le potentiel de perte suite à des fluctuations des cours de devises, de taux d'intérêt et des valeurs du marché des capitaux sur les positions de négoce et les positions inscrites au bilan. Les positions de négoce sont encadrées par des limites et réévaluées sur base journalière. Le Groupe ne détient des positions de change que pour répondre aux demandes de la clientèle.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité se définit comme le risque d'incapacité du Groupe à honorer ses obligations de paiement à tout moment. Chaque entité dispose d'un niveau confortable de liquidités en lien avec les exigences réglementaires.

Risques opérationnels

Les risques opérationnels sont définis comme des «risques de pertes directes ou indirectes résultant d'une inadéquation ou d'une défaillance attribuable aux procédures, facteur humain, aux systèmes ou à des événements extérieurs». Des procédures et des directives internes portant sur l'organisation et les contrôles permettent de limiter ces risques.

Compliance et risques juridiques

Le Compliance Officer de la maison mère contrôle le respect par le Groupe des dispositions réglementaires en vigueur, ainsi que des devoirs de diligence propres aux intermédiaires financiers. Il suit les développements législatifs en cours auprès des autorités de surveillance, du gouvernement, du parlement ou d'autres organismes. Le Compliance Officer veille également à l'adaptation des directives internes aux nouvelles dispositions législatives et réglementaires.

Commentaires des méthodes appliquées pour l'identification des risques de défaillance et pour la détermination du besoin de corrections de valeur

Lorsqu'un engagement d'un client ou d'un groupe dépasse la limite octroyée, lorsqu'un compte courant est débiteur sans avoir de limite d'engagement ou lorsque la valeur de nantissement devient inférieure à l'utilisation de la limite, le département des crédits informe le chargé de relation qui doit prendre des mesures correctives, sous le contrôle du Comité de Crédit. S'il devient peu vraisemblable que le débiteur puisse faire face à ses obligations, la créance devient alors compromise. Dans ces situations, une provision spécifique sera constituée au cas par cas sur décision des organes compétents compte tenu d'une évaluation appropriée des sûretés existantes.

Commentaires de l'évaluation des sûretés de crédit, en particulier des critères importants appliqués à la détermination des valeurs vénales et des valeurs de nantissement

L'activité de crédit se limite essentiellement aux opérations de crédit lombard. Les sûretés déposées en garantie sont acceptées en nantissement à

un pourcentage de la valeur de marché. Ce taux d'avance dépend de la nature, de la solvabilité et de la négociabilité des titres.

Politique d'affaires lors de l'utilisation d'instruments financiers dérivés

La majeure partie de l'activité de négoce d'instruments dérivés résulte d'opérations de change à terme effectuées à la demande de la clientèle. Le Groupe peut utiliser des instruments financiers dérivés dans le cadre de la gestion du bilan pour réduire son exposition aux risques de taux et de change. Ces opérations sont enregistrées selon les principes détaillés sous instruments financiers dérivés dans le chapitre «Principe de consolidation, d'évaluation et d'établissement du bilan».

4 - INFORMATIONS ET NOTES SE RAPPORTANT AU BILAN CONSOLIDÉ

4.1 Présentation des couvertures des créances et des opérations hors bilan ainsi que des créances compromises (CHF 1'000)

	Nature des couvertures			
	Couvertures hypothécaires	Autres couvertures	Sans couverture	Total
Prêts (avant compensation avec les corrections de valeur)				
Créances sur la clientèle	-	368'200	1'685	369'885
Créances hypothécaires	13'769	-	-	13'769
-immeubles d'habitation	13'769	-	-	13'769
Total des prêts (avant compensation avec les corrections de valeur)				
31.12.2017	13'769	368'200	1'685	383'654
31.12.2016	9'440	233'632	1'643	244'715
Total des prêts (après compensation avec les corrections de valeur)				
31.12.2017	13'769	368'200	233	382'202
31.12.2016	9'440	233'632	192	243'264
Hors-bilan				
Engagements conditionnels	-	12'053	1'593	13'646
Engagements irrévocables	-	1'665	1'544	3'209
Total du hors-bilan				
31.12.2017	-	13'718	3'137	16'855
31.12.2016	-	14'364	3'947	18'311
Créances compromises	Montant brut	Valeur estimée de réalisation des couvertures	Montant net	Corrections de valeur individuelles
31.12.2017	1'451	-	1'451	1'451
31.12.2016	1'451	-	1'451	1'451

4.2 Répartition des opérations de négoce et des autres instruments financiers évalués à la juste valeur (Actifs et Passifs) (CHF 1'000)

	31.12.2017	31.12.2016
Actifs		
Opérations de négoce		
Titres de dette, papiers/opérations du marché monétaire	302	-
- dont cotés	298	-
Titres de participation	140	57
Métaux précieux et matières premières	12	14
Autres actifs du négoce	-	-
Autres instruments financiers évalués à la juste valeur		
Titres de dette	-	-
Produits structurés	-	-
Autres	-	-
Total des actifs	454	71
- dont établis au moyen d'un modèle d'évaluation	-	-
- dont titres admis en pension selon les prescriptions en matière de liquidité	-	-

4.3 Présentation des instruments financiers dérivés (Actifs et Passifs) (CHF 1'000)

	Instruments de négoce			Instruments de couverture		
	Valeurs de remplacement positives	Valeurs de remplacement négatives	Volume des contrats	Valeurs de remplacement positives	Valeurs de remplacement négatives	Volume des contrats
Devises/Métaux précieux						
Contrats à terme	3'864	3'934	668'408	-	-	-
Options (OTC)	305	305	49'371	-	-	-
Total avant prise en compte des contrats de netting						
31.12.2017	4'169	4'239	717'779	-	-	-
- dont établis au moyen d'un modèle d'évaluation	4'169	4'239	717'779	-	-	-
31.12.2016	6'918	6'648	599'673	-	-	-
- dont établis au moyen d'un modèle d'évaluation	6'918	6'648	717'779	-	-	-

Total après prise en compte des contrats de netting (CHF 1'000)

	Valeurs de remplacement positives (cumulées)	Valeurs de remplacement négatives (cumulées)
31.12.2017	4'169	4'239
31.12.2016	6'918	6'648

Répartition selon les contreparties (CHF 1'000)

	Instances centrales de clearing	Banques et négociants en valeurs mobilières	Autres clients
Valeurs de remplacement positives (après prise en compte des contrats de netting)	-	2'942	1'227

4.4 Répartition des immobilisations financières (CHF 1'000)

	Valeur comptable		Juste valeur	
	31.12.2017	31.12.2016	31.12.2017	31.12.2016
Titres de créance	145'551	186'929	145'516	187'263
- dont destinés à être conservés jusqu'à l'échéance	131'659	177'390	131'639	177'567
- dont non destinés à être conservés jusqu'à l'échéance (disponibles à la revente)	13'892	9'539	13'877	9'696
Titres de participation	1'682	1'830	3'388	3'861
- dont participations qualifiées *	-	-	-	-
Métaux précieux	23'127	28'779	23'127	28'779
Immeubles	-	-	-	-
Total	170'360	217'538	172'031	219'903
- dont titres admis en pension selon les prescriptions en matière de liquidités	5'462	5'462	5'531	5'618

* détention de 10% au moins du capital ou des voix

4.4.1 Répartition des contreparties selon les classes de notation de S&P (CHF 1'000)

	31.12.2017	31.12.2016
	Titres de créance Valeur comptable	Titres de créance Valeur comptable
De AAA à AA -	142'551	186'929
De A + à A -	-	-
De BBB + à BBB -	-	-
De BB + à B -	-	-
Inférieur à B -	-	-
Sans notation	3'000	-

4.5 Présentation des participations (CHF 1'000)

	2017									
	Valeur d'acquisition	Corrections de valeur cumulées et adaptations de valeur (mise en équivalence)	Valeur comptable à la fin de l'année précédente	Changements d'affectation	Investissements	Désinvestissements	Corrections de valeur	Adaptations de valeur en cas de mise en équivalence / reprises	Valeur comptable à la fin de l'année de référence	Valeur de marché
Participations évaluées selon la mise en équivalence										
Avec valeur boursière	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sans valeur boursière	595	(57)	538	-	-	-	-	194	732	-
Autres participations										
Avec valeur boursière	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sans valeur boursière	2	-	2	-	-	-	-	-	2	-
Total des participations	597	(57)	540	-	-	-	-	194	734	-

4.6 Indication des entreprises dans lesquelles le Groupe détient une participation permanente significative, directe ou indirecte (CHF 1'000)

Raison sociale et siège	Activité	Monnaie	Capital social (en 1'000)	Part au capital (en %)	Part aux voix (en %)	Détention directe (en %)	Détention indirecte (en %)
Intégration globale							
Hyposwiss Advisors SA Genève	Gestion de fortune	CHF	1'000	100%	100%	100%	-
Fimanor Financial Management AG Zurich	Gestion de fortune	CHF	50	100%	100%	100%	-
Mise en équivalence							
Monaco Asset Management SAM Monaco	Gestion de fortune	EUR	900	22%	22%	22%	-
Stavanger Asset Management Ltd Stavanger	Gestion de fortune	NOK	3'900	35%	35%	35%	-

Le 28 juin 2017, Hyposwiss Private Bank Genève SA a acheté le 100% du capital de la société Fimanor Financial Management AG, à Zurich.

La participation non consolidée est liée à la détention d'une part minimale du capital de SWIFT.

4.7 Présentation des immobilisations corporelles (CHF 1'000)

	2017								
	Valeur d'acquisition	Amortissements cumulés	Valeur comptable à la fin de l'année précédente	Changements d'affectation	Investissements	Désinvestissements	Amortissements	Reprises	Valeur comptable à la fin de l'année de référence
Immeubles à l'usage de la banque	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres immeubles	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Software acquis séparément ou développés à l'interne	3'680	(2'302)	1'378	-	361	-	(510)	4	1'233
Autres immobilisations corporelles	10'908	(10'316)	592	-	584	(12)	(345)	-	819
Objets en «leasing» financier :	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- dont immeubles à l'usage de la banque	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- dont autres immeubles	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- dont autres immobilisations corporelles	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des immobilisations corporelles	14'588	(12'618)	1'970	-	945	(12)	(855)	4	2'052

Le Groupe n'a pas conclu de leasing opérationnel.

4.8 Présentation des valeurs immatérielles (CHF 1'000)

	2017							
	Valeur d'acquisition	Amortissements cumulés	Valeur comptable à la fin de l'année précédente	Influences d'une modification du périmètre de consolidation	Investissements	Désinvestissements	Amortissements	Valeur comptable à la fin de l'année de référence
Goodwill	8'108	(2'995)	5'113	-	3'566	-	(1'732)	6'947
Patentes	-	-	-	-	-	-	-	-
Licences	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres valeurs immatérielles	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des valeurs immatérielles	8'108	(2'995)	5'113	-	3'566	-	(1'732)	6'947

4.9 Répartition des autres actifs et autres passifs (CHF 1'000)

	Autres actifs		Autres passifs	
	31.12.2017	31.12.2016	31.12.2017	31.12.2016
Taxes et impôts indirects	228	348	897	739
Comptes de règlement	-	-	86	406
Contrats assurances employés	221	566	221	566
Actifs et passifs divers	879	11	3	18
Total	1'328	925	1'207	1'729

4.10 Indication des actifs mis en gage ou cédés en garantie de propres engagements ainsi que des actifs qui font l'objet d'une réserve de propriété (CHF 1'000)

	31.12.2017		31.12.2016	
	Valeurs comptables	Engagements effectifs	Valeurs comptables	Engagements effectifs
Actifs nantis/cédés				
Créances sur les banques	5'886	3'129	8'063	4'103
Immobilisations financières	30'220	-	19'646	-
Total des actifs nantis/cédés	36'106	3'129	27'709	4'103
Actifs sous réserve de propriété	-	-	-	-

Les actifs mis en gage auprès de contreparties bancaires représentent les dépôts de marge en lien avec les instruments financiers dérivés.

4.11 Indications des engagements envers les propres institutions de prévoyance professionnelle ainsi que du nombre et du type des instruments de capitaux propres de la banque détenus par ces institutions

Le Groupe n'a pas d'engagement envers les propres institutions de prévoyance professionnelle. Les institutions de prévoyance ne détiennent pas d'instruments de capitaux propres de la Banque.

4.12 Indications relatives à la situation économique des propres institutions de prévoyance

a. Réserves de contributions de l'employeur (RCE)

Aucune réserve de contribution de l'employeur n'existe au 31 décembre 2017 (idem en 2016).

b. Présentation de l'avantage / engagement économique et des charges de prévoyance

Les trois plans de prévoyance historiques ont été unifiés et transférés auprès de la Fondation Patrimonia au 1^{er} janvier 2016, ceci après information et consultation des employés et accord des représentants du personnel et de l'employeur.

Les plans de prévoyance prémunissent les collaborateurs de la Banque et de Hyposwiss Advisors SA contre les conséquences économiques de la retraite, de l'invalidité et du décès.

Le Groupe détermine si le degré de couverture et la situation particulière de l'institution de prévoyance peut conduire à un avantage ou à un engagement économique. L'appréciation repose sur les comptes annuels de l'institution de prévoyance et les informations transmises par celle-ci sur l'évolution de la situation financière en 2017.

Le Conseil d'administration de la Banque considère que l'éventuel excédent au sens du Cm 502 de la Circ.-FINMA 2015/1 sera utilisé au profit des assurés. Il n'y a pas d'avantage économique au bénéfice de l'employeur.

	Excédent / Insuffisance de la couverture au 31.12.2017	Part économique du groupe financier		Modification de la part économique	Cotisations payées pour l'année de référence	Charges de prévoyance dans les charges de personnel	
		31.12.2017	31.12.2016			31.12.2017	31.12.2016
					CHF	CHF	CHF
Plan de prévoyance (Patrimonia)	107%	-	-	-	1'757'963	1'757'963	1'676'122

4.13 Présentation des produits structurés émis

Le Groupe n'émet pas de produits structurés.

4.14 Présentation des corrections de valeurs, des provisions et des réserves pour risques bancaires généraux ainsi que leurs variations durant l'exercice de référence (CHF 1'000)

	État à la fin de l'année précédente	Utilisations conformes au but	Différences de change	Intérêts en souffrance, recouvrements	Nouvelles constitutions à la charge du compte de résultat	Dissolutions par le compte de résultat	État à la fin de l'année de référence
Provision pour impôts latents	-	-	-	-	-	-	-
Provision pour autres risques d'exploitation	14	-	-	-	-	-	14
Autres provisions	5	-	-	-	-	(1)	4
Total des provisions	19	-	-	-	-	(1)	18
Réserves pour risques bancaires généraux	-	-	-	-	-	-	-
Corrections de valeur pour risques de défaillance et risques pays	1'451	-	(50)	50	-	-	1'451
- dont corrections de valeur pour les risques de défaillance des créances compromises	1'451	-	(50)	50	-	-	1'451
- dont corrections de valeur pour risques latents	-	-	-	-	-	-	-

4.15 Nombre et valeur des droits de participation ou des options sur tels droits accordés à tous les membres des organes de direction et d'administration ainsi qu'aux collaborateurs (CHF 1'000)

Néant

4.18 Présentation des actifs et passifs répartis entre la Suisse et l'étranger selon le principe du domicile
(CHF 1'000)

	31.12.2017		31.12.2016	
	Suisse	Étranger	Suisse	Étranger
Actifs				
Liquidités	30'950	-	51'565	-
Créances sur les banques	73'418	43'759	147'214	56'924
Créances sur la clientèle	40'683	327'750	18'351	215'473
Créances hypothécaire	9'440	4'329	9'440	-
Opérations de négoce	-	454	14	57
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	3'343	826	3'169	3'748
Immobilisations financières	31'589	138'771	34'241	183'296
Comptes de régularisation	3'717	1'035	5'062	455
Participations non consolidées	-	734	-	540
Immobilisations corporelles	2'052	-	1'970	-
Valeurs immatérielles	6'947	-	5'113	-
Autres actifs	1'328	-	925	-
Total des actifs	203'467	517'658	277'066	460'493
Passifs				
Engagements envers les banques	667	9'598	2'412	7'375
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	118'924	532'923	81'802	587'691
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	1'610	2'629	4'057	2'591
Comptes de régularisation	5'731	624	5'019	8
Autres passifs	1'207	-	1'729	-
Provisions	18	-	19	-
Réserves pour risques bancaires généraux	-	-	-	-
Capital social	27'500	-	27'500	-
Réserve issue du capital	1'686	-	1'686	-
Réserve issue du bénéfice	14'364	-	7'296	-
Réserve de change	(21)	-	(68)	-
Bénéfice consolidé	3'520	146	8'405	38
Total des passifs	175'205	545'920	139'856	597'703

4.19 Répartition du total des actifs répartis par pays ou groupes de pays (principe de domicile) (CHF 1'000)

Actifs	31.12.2017		31.12.2016	
	Valeur absolue	Part en %	Valeur absolue	Part en %
Suisse	204'487	28.35%	277'066	37.56%
Europe	165'543	22.96%	146'607	19.88%
Amérique centrale	145'800	20.22%	77'127	10.46%
Amérique du Nord	145'659	20.20%	195'198	26.47%
Asie	23'740	3.29%	14'808	2.01%
Autres	35'895	4.98%	26'753	3.62%
Total des actifs	721'125	100.00%	737'559	100.00%

4.20 Répartition du total des actifs selon la solvabilité des groupes de pays (domicile du risque) (CHF 1'000)

Notation selon les tables de correspondance de la FINMA	Expositions nettes à l'étranger au 31.12.2017		Expositions nettes à l'étranger au 31.12.2016	
	En milliers de CHF	Part en %	En milliers de CHF	Part en %
1 et 2	242'402	46.83%	275'102	59.74%
3	15'548	3.00%	12'502	2.71%
4	182'348	35.23%	104'105	22.61%
5	1'741	0.34%	3'140	0.68%
6	2'142	0.41%	1'227	0.27%
7	3'881	0.75%	4'044	0.88%
Sans notation	69'597	13.44%	60'373	13.11%
Total	517'659	100.00%	460'493	100.00%

La Banque utilise les notations fournies par la FINMA dans ses tables de correspondance destinées au calcul des exigences de fonds propres réglementaires. Le rating fourni par l'agence de notation "Standard Et Poor's" a été retenu.

Le tableau ci-dessus est présenté en considérant le domicile du client pour les rubriques "Créances sur la clientèle" et "Créances hypothécaires", le domicile de la contrepartie, respectivement de l'émetteur pour les rubriques "Créances sur les banques" et "Immobilisations financières" et le domicile du risque pour toutes les autres rubriques de l'actif.

4.21 Présentation des actifs et passifs répartis selon les monnaies les plus importantes pour le Groupe (CHF 1'000)

Actifs	CHF	USD	EUR	AUTRES
Liquidités	30'423	130	281	116
Créances sur les banques	17'670	36'208	33'957	29'342
Créances sur la clientèle	25'380	154'891	136'664	51'498
Créances hypothécaire	13'769	-	-	-
Opérations de négoce	314	35	11	94
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	4'169	-	-	-
Immobilisations financières	8'835	137'944	161	23'420
Comptes de régularisation	3'680	727	183	162
Participations non consolidées	-	-	490	244
Immobilisations corporelles	2'052	-	-	-
Valeurs immatérielles	6'948	-	-	-
Autres actifs	1'328	-	-	-
Total des actifs bilantaires	114'567	329'935	171'747	104'876
Prétentions à la livraison découlant d'opérations au comptant, à terme et en options sur devises	207'485	274'811	88'368	96'440
Total des actifs	322'052	604'746	260'115	201'316
Passifs				
Engagements envers les banques	525	4'543	1'887	3'309
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	57'320	335'161	168'398	90'968
Engagements résultant des opérations de négoce	-	-	-	-
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	4'239	-	-	-
Comptes de régularisation	5'745	556	37	17
Autres passifs	1'207	-	-	-
Provisions	17	-	-	-
Réserves pour risques bancaires généraux	-	-	-	-
Capital social	27'500	-	-	-
Réserve issue du capital	1'686	-	-	-
Réserve issue du bénéfice	14'364	-	-	-
Réserve de change	(21)	-	-	-
Bénéfice consolidé	3'667	-	-	-
Total des passifs bilantaires	116'249	340'260	170'322	94'294
Engagements à la livraison découlant d'opérations au comptant, à terme et en options sur devises	207'567	265'975	88'863	104'699
Total des passifs	323'816	606'235	259'185	198'993
Position nette par devise	(1'764)	(1'489)	930	2'323

5 - INFORMATIONS ET NOTES SE RAPPORTANT AUX OPÉRATIONS HORS BILAN

5.1 Répartition des créances et engagements conditionnels (CHF 1'000)

	31.12.2017	31.12.2016
Autres engagements conditionnels	1'593	2'567
Garanties des prestations de garanties et similaires	12'053	13'342
Total des engagements conditionnels	13'646	15'909
	31.12.2017	31.12.2016
Créances éventuelles découlant de reports de pertes fiscales	-	246'041
Total des créances éventuelles	-	246'041

5.2 Répartition des crédits par engagement (1'000)

Néant

5.3 Répartition des opérations fiduciaires (CHF 1'000)

	31.12.2017	31.12.2016
Placements fiduciaires auprès de banques tierces	418'367	375'715
Crédits fiduciaires	-	757
Total des opérations fiduciaires	418'367	376'472

5.4 Répartition des avoirs administrés et présentation de leur évolution (CHF 1'000)

	31.12.2017	31.12.2016
Répartition des avoirs administrés		
Avoirs détenus par des instruments de placement collectifs sous gestion propre	-	-
Avoirs sous mandat de gestion	1'562'918	1'394'445
Autres avoirs administrés	3'055'381	2'585'771
Total des avoirs administrés (y c. prises en compte doubles)	4'618'299	3'980'216
Dont prises en compte doubles	-	-

Les avoirs administrés comprennent tous les avoirs de la clientèle ayant caractère de placement en dépôts auprès du Groupe ainsi que les avoirs de la clientèle déposés auprès de banques tierces qui sont gérés par le Groupe. Les avoirs de clients pour lesquels le Groupe assure uniquement un service de conservation simple sont exclus du calcul des avoirs administrés. Les avoirs administrés par les participations minoritaires ne sont pas inclus dans la statistique des avoirs administrés du Groupe.

Les avoirs sous mandat de gestion comprennent les avoirs de la clientèle pour lesquels les décisions de placement sont prises par le Groupe. Les autres avoirs administrés sont ceux pour lesquels les décisions de placement sont prises par le client.

5.5 Présentation de l'évolution des avoirs administrés (CHF 1'000)

	31.12.2017	31.12.2016
Total des avoirs administrés (y c. prises en compte doubles) initiaux	3'980'216	3'164'165
+/- Apports nets d'argent frais / retraits nets	298'098 ¹	670'752 ²
+/- Evolution des cours, intérêts, dividendes et évolution de change	263'356	145'299
+/- Autres effets en relation avec des opérations de rachat d'actifs	76'629 ³	-
Total des avoirs administrés (y c. prises en compte doubles) finaux	4'618'299	3'980'216

Le Groupe détermine le montant net d'argent frais en se basant sur les apports et retraits de fonds de la clientèle. Le produit des intérêts et des dividendes dégagé par les avoirs administrés n'est pas considéré comme un apport d'argent frais. Le montant net d'argent frais s'entend hors variations liées au marché et aux cours de change et ne comprend ni les frais, commissions ou intérêts débités.

¹ Les apports nets d'argent frais proviennent essentiellement de l'intégration des avoirs de la clientèle de la société Compagnie Privée de Conseils et d'Investissements SA, négociant en valeurs mobilières pour un montant de CHF 303'432 (CHF 1'000), en partie compensée par des retraits partiels ou complets des avoirs de clients existants.

² Les apports nets d'argent frais proviennent essentiellement de l'intégration des avoirs de la clientèle de la banque IDB (Swiss) Ltd, Genève pour un montant de CHF 1'106'228.- (CHF 1'000), en partie compensée par des retraits partiels ou complets des avoirs de clients existants.

³ Le rachat d'actifs de CHF 76'629 (CHF 1'000) provient du rachat de la société Fimanor Financial Management AG, Zurich.

6 - INFORMATIONS ET NOTES SE RAPPORTANT AU COMPTE DE RÉSULTAT

6.1 Répartition du résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur (CHF 1'000)

	2017	2016
Répartition selon les secteurs d'activité		
Activité de négoce pour propre compte	215	253
Exécution pour le compte de la clientèle	3'823	3'698
Total du résultat de négoce	4'038	3'951

6.2 Résultat provenant de l'utilisation de l'option de la juste valeur (CHF 1'000)

	2017	2016
Résultat de négoce provenant des :		
- instruments de taux (y c. les fonds)	-	-
- titres de participation (y c. les fonds)	215	253
- devises	3'827	3'504
- métaux précieux/matières premières	(4)	194
Total du résultat de négoce	4'038	3'951
- dont provenant de l'option de la juste valeur	215	253
- dont provenant de l'option de la juste valeur sur les actifs	215	253
- dont provenant de l'option de la juste valeur sur les engagements	-	-

6.3 Produits du refinancement des positions de négoce ainsi que des intérêts négatifs (CHF 1'000)

	2017	2016
Intérêts négatifs		
Intérêts négatifs concernant les opérations actives (réduction du produit des intérêts et des escomptes)	(378)	(384)
Intérêts négatifs concernant les opérations passives (réduction des charges d'intérêts)	464	391

6.4 Répartition des charges de personnel (CHF 1'000)

	2017	2016
Appointements	19'903	18'371
- dont charges en relation avec les rémunérations variables	2'942	2'588
Prestations sociales	3'739	3'420
Autres charges de personnel	350	340
Total	23'992	22'131

6.5 Répartition des autres charges d'exploitation (CHF 1'000)

	2017	2016
Coût des locaux	1'788	1'731
Charges relatives à la technique de l'information et de la communication	816	671
Charges relatives aux véhicules, aux machines, au mobilier et aux autres installations ainsi qu'au leasing opérationnel	146	165
Honoraires de la société d'audit	387	393
- dont pour les prestations en matière d'audit financier et d'audit prudentiel	357	393
- dont pour d'autres prestations de service	30	-
Relations publiques	334	372
Frais de déplacements	691	602
Taxes et impôts indirects	439	455
Autres charges d'exploitation	3'760	3'708
Total	8'362	8'097

6.6 Commentaires des pertes significatives, des produits et charges extraordinaires ainsi que des dissolutions significatives de réserves latentes, de réserves pour risques bancaires généraux et de corrections de valeur et provisions libérées (CHF 1'000)

	2017	2016
Produits extraordinaires	54	120
Charges extraordinaires	-	(28)
Variation de la réserve pour risques bancaires généraux	-	4'750
Variation des provisions et autres corrections de valeur, pertes	(174)	(101)

6.7 Présentation des impôts courants et latents, avec indication du taux d'imposition (CHF 1'000)

	2017	2016
Dissolution de provisions pour impôts latents	-	1'625
Charges pour impôts courants	(1'173)	(151)
Total des impôts	(1'173)	1'474
Taux d'imposition moyen pondéré, sur la base du résultat opérationnel	24.50%	n/a

7 - EXIGENCES DE PUBLICATION LIÉES AUX FONDS PROPRES SELON LA CIRCULAIRE FINMA 2008/22 (CHF 1'000)

7.1 Présentation des fonds propres pouvant être pris en compte réglementairement

	31.12.2017	31.12.2016
Fonds propres de base durs (CET1)		
Capital social émis et libéré, pleinement éligible	27'500	27'500
Réserves issues des bénéfices y c. réserve pour risques bancaires généraux / Bénéfice (perte) reporté et de la période concernée	16'635	14'295
Réserves issues du capital et réserves (+/-) de change	1'686	1'686
Fonds propres de base durs, avant ajustements	45'821	43'481
Ajustements relatifs aux fonds propres de base durs		
Goodwill	6'947	5'113
Participations	734	540
Somme des ajustements relatifs aux CET1	7'682	5'653
Fonds propres de base durs nets (net CET1)	38'139	37'828

7.2 Présentation des fonds propres nécessaires (CHF 1'000)

		31.12.2017	31.12.2016
	Approche utilisée	Exigence de fonds propres	Exigence de fonds propres
Risque de crédit	AS-BRI	5'675	7'566
- dont risques de cours relatifs aux titres de participation dans le portefeuille de la Banque		135	195
Risques non liés à des contreparties	AS-BRI	164	158
Risques de marché	Approche standard	692	886
- dont sur instruments de taux d'intérêts (risque de marché général et spécifique)		-	-
- dont sur titres de participation		-	-
- dont sur devises et métaux précieux		216	402
- dont sur matières premières		476	484
Risques opérationnels	Indicateur de base	6'301	5'846
Total des fonds propres minimaux requis		12'832	14'456
Positions pondérées en fonction des risques		160'395	180'701
Volant anticyclique		15	15
en % des positions pondérées en fonction des risques		0.0%	0.0%

7.3 Ratios de Fonds propres (En %)

	31.12.2017	31.12.2016
Ratios		
Ratio relatif aux Fonds propres de base durs (CET1)	23.8%	20.9%
Ratio relatif aux Fonds propres de base (Tier 1) <i>ajusté du volant anticyclique</i>	23.8%	20.9%
Ratio relatif aux Fonds propres pouvant être pris en compte totaux (Tier 1 et Tier 2) <i>ajusté du volant anticyclique</i>	23.8%	20.9%
Ratio (CET1) minimum selon objectif de la FINMA	7.0%	7.0%
Ratio (Tier1) minimum selon objectif de la FINMA	8.5%	8.5%
Ratio de fonds propres global minimum selon objectif de la FINMA	10.5%	10.5%
Exigences en CET1 selon les dispositions transitoires de l'OFR (en % des RWA)	5.8%	5.1%
- dont volant de fonds propres selon l'OFR (en % des RWA)	1.3%	0.6%
- dont volant anticyclique (en % des RWA)	0.0%	0.0%
CET1 disponible afin de couvrir les exigences minimales et les exigences en volants, après déduction des exigences en AT1 et T2 qui sont couvertes par du CET1 (en % des RWA)	20.3%	17.4%
Objectif du CET1 selon Circ.-FINMA 11/2 majoré du volant anticyclique (en % des RWA)	7.0%	7.0%
CET1 disponible (en % des RWA)	20.3%	17.4%
Fonds propres réglementaires disponibles (en % des RWA)	23.8%	20.9%

7.4 Ratio de levier (CHF 1'000)

	31.12.2017	31.12.2016
Fonds propres de base (Tier 1)	38'139	37'828
Exposition globale	734'526	754'994
Ratio de levier y relatif	5.2%	5.0%

7.5 Ratios de liquidité à court terme (CHF 1'000)

	Moyenne T1 2017	Moyenne T2 2017	Moyenne T3 2017	Moyenne T4 2017
LCR				
Somme des actifs liquides de haute qualité (HQLA)	210'900	170'163	137'490	140'146
Somme nette des sorties de trésorerie	45'600	45'883	43'146	53'950
Ratio de liquidité à court terme (en %)	462.5%	370.9%	318.7%	259.8%

Curriculum

VITAE



MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

SOLLY S. LAWI

Président du Conseil

M. Solly S. Lawi obtient un Bachelor en Commerce à l'Université McGill, une Licence en Droit à l'Université de Montréal et devient membre du Barreau du Québec. Il débute sa carrière d'avocat auprès de l'Etude Spector, Spiegel, Kravets & Associates Montréal. En 1975, il rejoint la Société Bancaire Barclays (Suisse) SA en qualité de Directeur adjoint, puis Directeur membre du Comité de direction. En 1986, la banque devient la Société Bancaire Julius Baer (Genève) SA, M. Lawi y est nommé Directeur général, Président du Comité de direction, puis Vice-président du Conseil d'Administration. En 1997, il sera co-fondateur de Mirelis InvesTrust SA (Mirelis Holding SA depuis 2015), société de gestion de fortune établie à Genève, où il œuvre en qualité de Partenaire et Président du Conseil d'Administration. En 2014, suite à l'acquisition de Hyposwiss Private Bank Genève SA par Mirelis InvesTrust SA, M. Lawi poursuit ses fonctions actives en qualité de Président du Conseil de Hyposwiss Private Bank Genève SA.

ALAIN BRUNO LEVY*

Vice-Président du Conseil

Détenteur d'un Doctorat en Droit à l'Université de Fribourg, Me Alain Bruno Lévy est Avocat au Barreau de Genève. Professeur titulaire de la Faculté des sciences de l'Université de Fribourg pendant de nombreuses années. Associé de l'Etude Junod, Muhlstein, Lévy & Puder, Me Lévy se spécialise en Droit commercial, bancaire, propriété intellectuelle et arbitrage. Parallèlement à cette fonction, il a été Responsable du Département juridique de la Commission fédérale des banques (FINMA), Président de la Fédération suisse des avocats et siège aujourd'hui au sein du Conseil d'Administration de nombreuses Banques et Sociétés financières suisses.

MICHEL BROCH*

Administrateur et Secrétaire du Conseil

Me Michel Broch est diplômé en Droit de l'Université de Fribourg et titulaire d'un Brevet d'avocat délivré en 1983 par le Canton de Fribourg. Michel Broch commence sa carrière auprès du Tribunal Fédéral des Assurances à Lucerne, pour rejoindre ensuite le Département juridique de la Commissions Fédérale des Banques (FINMA). Me Broch intègre Ernst & Young en 1990 en qualité de conseiller bancaire et financier. Il y devient partenaire, puis administrateur. Après avoir pris en 2002 la présidence du Comité exécutif de la Banque Safdié, il crée en 2005 sa propre société de conseil, spécialisée dans les services aux banques et institutions financières.

BOAZ BARACK*

Administrateur

M. Boaz Barack est titulaire d'un Doctorat en Droit International de l'Université de Cambridge. En 1990, le Groupe Rothschild acquiert sa société de gestion privée. Après avoir travaillé douze ans auprès de Crédit Suisse SA en tant que membre du Senior Management, il rejoint le Groupe UBS SA, en qualité de Directeur de gestion. Aujourd'hui, M. Barack est membre du Conseil d'Administration international du Weizmann Institute of Science, membre du Conseil International de la Global Leadership Foundation (GLF) et membre du Conseil d'Administration de plusieurs sociétés. M. Barack œuvre principalement à présent sur le New Age Banking, la transformation en solutions numériques de divers services et produits bancaires.

ERIC BERNHEIM*

Administrateur

Diplômé ingénieur en électronique de l'Ecole Polytechnique Fédérale de Zürich (EPFZ) et titulaire d'un MBA de l'INSEAD, M. Bernheim débute sa carrière auprès de General Motors et Alcatel. En 1987, il rejoint McKinsey & Co Inc. à Zürich et Genève, où il est élu Senior Partner. Il y œuvre en tant que conseiller pour des sociétés suisses et internationales dans les secteurs pharmaceutique, chimique, énergétique, des biens de consommation, de la distribution, industriel et des assurances. Il y développe et dirige les bureaux de Genève et d'Afrique du Nord ainsi que plusieurs domaines sectoriels et fonctionnels au niveau mondial. En 2014, il quitte McKinsey et est nommé Senior Partner Emeritus. Vice-président du Conseil d'Administration du Groupe ASSURA, après en avoir été Directeur général ad-interim en 2016, il siège au Conseil d'Administration d'Oryx Energies SA. Par ailleurs, il est Vice-président et trésorier du Centre National d'Art Contemporain de Grenoble.

PHILIPPE PERLES*

Administrateur

Diplômé en Sciences Commerciales et Industrielles à l'Université de Genève, M. Philippe Perles commence sa carrière dans les Banques en exerçant des fonctions managériales. Fondateur et Président de Novéo Conseil SA, société basée à Genève, Londres et Paris, il réalise depuis plus de 18 ans des missions de réalisations de projets pour les directions générales de différents groupes bancaires internationaux. M. Perles est Administrateur indépendant de plusieurs banques et sociétés financières et également membre de l'Organisme d'Autorégulation « Association Romande des Intermédiaires Financiers (ARIF) » dans le cadre de la Loi contre le blanchiment d'argent (LBA).

NABIL JEAN SAB

Administrateur

Au bénéfice d'une Licence Universitaire en Sciences Economiques et Sociales à l'Université de Genève, M. Nabil Jean Sab débute sa carrière en qualité d'Auditeur Senior auprès de ATAG Ernst & Young SA. En 1993, il devient responsable de succursales chez ATAG Asset Management LTD et AAM Banque Privée LTD, avant de fonder en 2010 sa propre société de gestion de fortune Compagnie Privée de Conseils et d'Investissements SA, où il est actionnaire majoritaire et Directeur général.

* Membres indépendants

COMITÉS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**COMITÉ D'AUDIT ET DES RISQUES**

Président : Michel Broch
Vice-Président : Alain Bruno Lévy
Secrétaire : Philippe Perles

COMITÉ DE RÉMUNÉRATION

Président : Eric Bernheim
Vice-Président : Alain Bruno Lévy
Secrétaire : Solly S. Lawi

MEMBRES DE LA DIRECTION GÉNÉRALE

NIELS BOM OLESEN

Directeur général (CEO)

M. Niels Bom Olesen possède un Bachelor en Economie de l'Université de Kent à Canterbury (UK), un Diplôme de formation bancaire supérieure de l'Association Danoise des Banques ainsi qu'un Diplôme de International Executive Programme à l'Insead (France). M. Olesen débute sa carrière auprès de Crocker National Bank à Berkeley, de California First Bank à San Francisco, rentre au Danemark et intègre la Unibank A/S de Copenhague. En 1991, il s'établit en Suisse où il crée et dirige une succursale de Unibank A/S (Suisse) SA. En 1993, il intègre le Crédit Suisse SA au sein du Département de gestion, en qualité de Responsable d'équipes à Genève et Zürich. En 2012, il rejoint Hyposwiss Private Bank Genève SA en tant que Responsable Private Banking et en 2014 est nommé Directeur général.

ROBERT DWEK

Responsable des investissements (CIO)

M. Robert Dwek obtient un MBA à New York University et débute sa carrière dans le domaine de la finance chez Salomon Brothers Inc. à New York. En 1983, il intègre à Genève la société S.G. Warburg Soditic SA en tant que Senior Vice-président de la division Capital Markets. En 1987, il rejoint Soditic Asset Management SA qui devient Atlas Capital Group après fusion avec Atlas Research & Consultancy en 2000 et acquisition de Deltec Bank & Trust en 2002. Au sein de Atlas Capital Group, M. Dwek est nommé membre du Comité Exécutif. Depuis la fusion de Atlas Capital SA avec Mirelis InvesTrust SA en 2013 et l'acquisition de Hyposwiss Private Bank SA en 2014, il est membre de la Direction générale, responsable des investissements (CIO).

ALBERT LAWI

**Directeur général adjoint
Responsable Private Banking**

M. Albert Lawi obtient un Bachelor en Commerce (B.Com) à l'Université McGill (Montréal) et un Master in Business Administration (MBA) à l'Université de Toronto. M. Lawi débute sa carrière dans l'investissement en immobilier au Canada. En 1981, il rejoint la Société Financière Mirelis SA à Genève où il sera Directeur Général adjoint jusqu'à la création en 1997 de Mirelis InvesTrust SA (aujourd'hui Mirelis Holding SA), une société de gestion de fortune dont il est cofondateur avec d'autres membres de la famille Lawi. Depuis l'acquisition de Hyposwiss par Mirelis en 2014, M. Albert Lawi est Directeur général adjoint et responsable du Private Banking depuis 2017.

SÉBASTIEN JOLIAT

Responsable des finances (CFO)

Après l'obtention de son Bachelor en Gestion d'entreprise (option finance) de l'Université de Genève, M. Joliat rejoint en 1997 Ernst & Young SA (Genève) en tant qu'auditeur bancaire. En 2003, il intègre la Banque Safdié SA à Genève où il occupe le poste de Directeur financier (CFO) pour la maison-mère, ses filiales et succursales en Suisse et à l'étranger. En 2011, M. Joliat rejoint Mirelis InvesTrust SA en tant que Directeur financier, fonction qu'il continue d'assumer suite à l'acquisition de Hyposwiss Private Bank Genève SA. En 2014, M. Joliat devient membre de la Direction générale et responsable des départements Finances, Trading, Risques et Compliance.

RONI HOUGUI

**Responsable des Opérations et
Technologie d'information (COO)**

M. Roni Hougui possède un Bachelor en mathématiques et sciences informatiques de l'Université Ben-Gurion (Israël), un MBA de l'université de Tel-Aviv et un Executive MBA en « International Wealth Management », conjoint de l'Université de Carnegie Mellon (Pittsburg, USA) et de l'Université de Genève. Il dirige la société de développement et conseil en informatique « Vertical Software », spécialisée dans le secteur bancaire et celui de l'horlogerie (Etats-Unis et Suisse). En 1999, il rejoint Mirelis InvestTrust SA, y développe l'infrastructure informatique et parallèlement assume la fonction de gestionnaire de fortune ainsi que Responsable du Trading. Depuis 2013 au sein de Hyposwiss, il est membre de la Direction générale et responsable des départements Opérations et Informatique.

Adresses

DES SOCIÉTÉS DU GROUPE



HYPOSWISS PRIVATE BANK GENÈVE SA

Rue du Général-Dufour 3
CP 5611
CH - 1211 Genève 11
Tél: +41 22 716 36 36
Fax: +41 22 716 36 19
info@gva.hyposwiss.ch
www.hyposwiss.ch

HYPOSWISS ADVISORS SA

Rue de Hesse 7
CH - 1204 Genève
Tél: +41 22 310 76 40
Fax: +41 22 310 76 39
info@advisors.hyposwiss.ch
www.hyposwissadvisors.ch

MONACO ASSET MANAGEMENT SAM

Villa les Fleurs
Boulevard Princesse Charlotte 27
MC 98000 - Monaco
Tél: +377 97 97 64 00
Fax: +377 97 97 64 01
info@monacoasset.com
www.monacoasset.com

STAVANGER ASSET MANAGEMENT SA

Jåttåvågveien 7 C Blokk/building
PO Box 130
4066 Stavanger - Norvège
Tél. +47 910 02 401
eva@stavangeram.com
www.stavangeram.com

FIMANOR FINANCIAL MANAGEMENT AG

Hufgasse 17
8008 Zürich

“In private banking,
it’s time for
common sense to
be more common.”

HYPOSWISS
PRIVATE BANK

Expect the expected

HYPOSWISS
P R I V A T E B A N K

HYPOSWISS PRIVATE BANK GENÈVE SA
RUE DU GÉNÉRAL-DUFOUR 3 – 1204 GENÈVE – SUISSE
TÉL. : +41 22 716 36 36
INFO@GVA.HYPOSWISS.CH – HYPOSWISS.CH